

L. Trotsky

Œuvres

Août 1931

Table des matières

Le rôle des grèves dans une révolution	3
Lettre à M. Shachtman	4
Lettre à F. Pfemfert.....	5
Lettre à R. Molinier	6
Lettre à L. Sedov	7
Lettre à F. Pfemfert.....	8
<i>Sans titre</i>	9
Lettre à L. Sedov	10
Lettre à L. Sedov	12
La politique syndicale	13
Sur la question syndicale.....	14
Au sujet du contrôle ouvrier de la production.....	15
Lettre à I. Montagu.....	18
Lettre à A. Leonetti	19
Contre le national-socialisme.....	20
Comment tout est mis sens dessus dessous	20
" Front unique ", mais avec qui ?.....	20
La question des rapports de forces	21
Consultons l'expérience russe.....	21
Les feux éteints	22
" Révolution populaire " au lieu de révolution prolétarienne	22
" Révolution populaire " comme moyen de " libération nationale "	23
Le centrisme bureaucratique, école de capitulations	23
Guerre révolutionnaire et pacifisme	24
Comment devraient réfléchir les marxistes	25
Pourquoi le Parti s'est-il tu ?.....	26
Que dit la " Pravda " ?	27
Lettre à L. Sedov	28
Lettre à L. Sedov	29
Lettre à L. Sedov	30

Le rôle des grèves dans une révolution

Lettre au S. I.

2 août 1931

L'objet de cette lettre est d'échanger quelques idées à l'occasion de la tumultueuse vague de grèves qui secoue l'Espagne¹. Dans ma deuxième brochure sur la révolution espagnole, j'ai indiqué seulement *l'une* des perspectives possibles : le mouvement révolutionnaire se développe avec violence mais sans direction juste et se termine par une explosion que les forces contre-révolutionnaires peuvent exploiter afin d'écraser le prolétariat. Comme je l'ai souligné dans la brochure, cette perspective ne signifie pas, bien entendu, que le rôle des communistes soit de retenir le mouvement révolutionnaire. Je sais qu'à cet égard nous n'aurons aucune divergence, mais j'aimerais analyser plus profondément cette question, parce qu'elle me semble d'une grande importance pratique.

Tout d'abord, il faut qu'il soit bien clair que cette explosion élémentaire et violente de grèves est l'expression inévitable du caractère même de la révolution, et, dans un certain sens, sa base. L'écrasante majorité du prolétariat espagnol ne sait pas ce que c'est que l'organisation. Au cours de la dictature est née une nouvelle génération d'ouvriers qui manquent d'une expérience politique indépendante. La révolution éveille - et c'est en cela que réside sa force - les masses laborieuses les plus arriérées, les plus méprisées, les plus opprimées. La grève est la forme que revêt leur éveil. C'est à travers la grève que les différentes couches et les différents groupes du prolétariat s'annoncent, se signalent les uns aux autres, éprouvent leurs propres forces et celles de leur ennemi. Une couche en éveille et contamine une autre. Et le tout rend la grève actuelle absolument inévitable. En aucun cas les communistes ne doivent s'en effrayer, car c'est l'expression même de la force créatrice de la révolution. C'est seulement à travers ces grèves, avec toutes leurs erreurs, leurs "excès", leurs "exagérations", que le prolétariat se dresse sur ses jambes, se rassemble en un tout uni, commence à se sentir et à se concevoir lui-même comme une classe, comme une force historique vivante. Les révolutions ne se sont jamais développées sous le fouet d'un cocher. Excès, erreurs, sacrifices sont la nature même de la révolution.

Si le parti communiste avait dit aux ouvriers : "Je suis trop faible encore pour pouvoir vous servir de guide, aussi attendez un peu, ne vous pressez pas trop, ne donnez pas, en vous mettant en grève, le signal du combat, laissez-moi une chance de grandir !", il se serait couvert à tout jamais de ridicule, les masses en train de s'éveiller seraient passées par-dessus sa tête, et, au lieu de se renforcer, il n'aurait fait que s'affaiblir.

Avoir correctement prévu un danger historique ne signifie pas pour autant qu'on puisse l'éviter simplement par des raisonnements. On ne peut écarter le danger que si l'on dispose de la force nécessaire. Pour constituer cette force, le parti communiste doit se jeter de tout son cœur dans l'arène du mouvement de grève "élémentaire" ou semi-élémentaire en train de se développer, non pour le retenir, mais pour apprendre à le diriger, et pour acquérir autorité et force dans le cours même de la lutte.

Il serait faux de penser que le mouvement actuel a été provoqué par les anarcho-syndicalistes². Ces derniers sont en train de subir une irrésistible pression de la base. Le groupe dirigeant du noyau syndicaliste aimerait ralentir le mouvement. Des gens comme Pestaña sont certainement en train de négocier en coulisses avec le patronat et l'administration sur le meilleur moyen de liquider les grèves. Demain, nombre de ces messieurs se feront les bourreaux des ouvriers, et, comme les mencheviks russes, prêteront contre la "fièvre des grèves" tout en leur tirant dessus.

Il est hors de doute que sur cette ligne s'approfondira la différenciation parmi les anarcho-syndicalistes. Plus l'aile révolutionnaire avancera, et plus elle se heurtera aux syndico-réformistes. De cette gauche surgiront inévitablement des putschistes, d'héroïques aventuristes, des terroristes, individuels et autres³.

Il n'est pas inutile de le répéter, nous ne pouvons encourager aucune espèce d'aventurisme. Il faut toutefois qu'il soit bien établi d'avance que ce n'est pas l'aile droite, celle qui combat les grèves, mais l'aile syndicaliste révolutionnaire de gauche qui se rapprochera le plus de nous. Il sera d'autant plus facile de venir à bout de tous les éléments aventuristes que les syndicalistes révolutionnaires seront plus vite convaincus que les communistes sont des combattants, et non des raisonneurs.

On accuse le parti officiel de faire, dans la question des grèves, une politique aventuriste. Personnellement, je ne puis en juger, faute d'informations. L'attitude du parti au cours de la période écoulée conduit toutefois à penser que cette accusation est probablement justifiée. Mais, précisément pour cette raison, on risque qu'après s'être brûlé les doigts, le parti tourne brusquement à droite. Le pire des malheurs serait que les masses ouvrières en viennent à la conclusion que les communistes, exactement comme les syndicalistes à la Pestaña, aimeraient leur inculquer leurs dogmes, du haut en bas, et non les élever avec eux, de bas en haut.

En résumé, le risque de "Journées de juillet" demeure sans aucun doute le plus grave; mais, pour les communistes, le danger le plus immédiat peut devenir l'argumentation abstraite, le besoin de "paraître intelligents", les raisonnements doctrinaux que les ouvriers révolutionnaires considéraient comme des "croassements pessimistes".

L'opposition de gauche ne doit pas oublier une minute que les dangers qui naissent du développement de la révolution ne peuvent être évités par une vigilante prudence, mais seulement par de l'audace, de l'audace, et encore de l'audace.

¹ Cette vague de grèves, à caractère souvent insurrectionnel, avait commencé à Séville et en Andalousie. Elle secoua l'Espagne jusqu'aux grandes grèves de Barcelone, en septembre.

² Les commentaires faits à l'époque par *Comunismo* laissent en effet transparaître une telle opinion.

³ Deux mois plus tard, un article de Molins y Fabrega dans *Comunismo*, n° 5, octobre 1931, intitulé "Les deux tendances cénétistes", illustrera cette analyse. Il montre que Peiro, Pestaña et les autres dirigeants de la C.N.T. ont jeté le masque et révélé leur vrai visage de néo-réformistes avec le "Manifeste des Trente". *Solidaridad obrera*, leur porte-parole, s'en prend avec violence aux "communistes", en réalité à l'aile activiste des anarcho-syndicalistes qu'animent Juan Garcia Oliver et Buenaventura Durruti. Ce dernier met correctement en relief le rôle des dirigeants cénétistes qui se placent au service de la paix sociale, et menace la bourgeoisie républicaine du sort de Kerensky. Mais il affirme en même temps que c'est le colonel Macia, l'homme du mouvement catalaniste, qui a tenu entre ses mains le destin de la révolution !

Lettre à M. Shachtman

2 août 1931

Cher camarade Shachtman,

Merci pour les deux dernières brochures, qui sont bien arrivées. Je n'ai rien à redire à un changement de titre de la brochure espagnole. Au contraire, celui-ci est bien meilleur que le titre d'origine. Je me réjouis fort que les brochures marchent si bien.

Quelques mots sur Naville. Vous mentionnez le fait que son article critique sur la grève est resté sans réponse. Je dois avouer que je ne l'ai pas lu. Naville a longtemps biaisé pour ne pas prendre position sur les questions essentielles car toujours et partout, il se trouvait être lié au groupe qui avait une position erronée. Il est toujours resté embusqué, sortant son article critique pour gonfler des erreurs tactiques réellement commises par l'autre côté, ce qui lui permet de rester lui-même masqué. Il ne faut pas exagérer en recherchant dans chaque cas une ligne de principe. Il existe des groupes et des individus qui n'ont pas de ligne principe et qui n'en ressentent pas le besoin mais qui veulent seulement se promener aux alentours de la révolution, mener un combat idéologique, jouer un rôle. On peut également trouver à cela une base sociale : la société capitaliste produit d'assez nombreuses nuances d'intelligentsia petite-bourgeoise, n'ayant que des qualités purement formelles, sans racines sociales profondes et dénuées de toute conscience de leurs responsabilités. Il faut hélas faire sans cesse la même constatation : certains nous ont rejoint, non pas parce que nous sommes une opposition marxiste, mais parce que nous sommes une opposition tout court, et parce qu'ils n'ont ni la volonté ni la possibilité de soumettre leurs vaines capacités à la discipline qu'exige une cause sérieuse. Par exemple pour la clique de Landau, le groupe "*Mahnru*", il est impossible de juger d'après leur plate-forme, car ce groupe se pare des plate-formes les plus diverses. On ne peut les combattre sur la base d'idées bien précises, mais seulement en raison de leur absence d'idées. Cela semble également valoir pour Naville. Avec le petit cercle qui l'entoure, il voyage en nomade, du communisme à la Révolution surréaliste, de la Révolution surréaliste à l'opposition; il oscille de la droite à la gauche, se rallie à nous sans vraiment se rallier, et reste à la ligue tout en maintenant des liens avec Landau et Gourget. Il ne gagne personne à lui, au contraire; chemin faisant, il perd même ses amis les plus proches. Gourget se rebiffe maintenant avec énergie contre lui et veut faire machine arrière.

Vous demandez quelle est la position politique de Rosmer. On ne peut guère dire qu'il en adopte une. Mais il est lié à Naville et Landau, et s'est mis dans une situation très fâcheuse. Il a écrit à l'Opposition belge une lettre fort désagréable leur reprochant leurs méthodes zinovévistes, etc... A la demande des camarades belges, il m'a fallu répondre directement, et donc sortir de ma réserve. Cela rend la situation plus difficile, bien sûr mais je n'y peux vraiment rien.

En ce moment je ne fais que survoler le "*Militant*", car je suis entièrement absorbé par mon livre. Mais je me réjouis de le recevoir régulièrement depuis trois semaines. Le "*Militant*" hebdomadaire a vraiment belle allure.

Dès que j'en aurai terminé avec le second volume de l'"*Histoire*", je vais aborder les problèmes de la situation internationale, et j'espère être en mesure de vous faire parvenir un travail sur les Etats-Unis.

Lettre à F. Pfemfert

2 août 1931

Cher camarade Pfemfert,

Merci beaucoup pour la très agréable nouvelle concernant ce brave professeur. Il n'y donc pas, comme le disait le vieux Fritz⁴ que des juges à Berlin; il y a aussi des professeurs Leipzig. En ce qui concerne mon éventuel voyage pour prendre part au procès, je suis évidemment prêt à comparaître. Mais Maître Frankfurter a raison de dire qu'un voyage éclair et onéreux ne serait pas d'une grande utilité. C'est pourquoi je suis tout disposé à mener à distance la guérilla contre Monsieur Schumann.

Comme d'habitude, le dernier numéro de "*Die Aktion*" est fort bien présenté et techniquement impeccable. Hélas, trois fois hélas, nous sommes tout de même sur des positions réellement différentes. Mais il n'y a rien à y faire.

J'espère qu'A.I. a reçu les deux derniers chapitres envoyés. Trois autres chapitres suivront dans les jours qui viennent.

⁴ "le vieux Fritz" était le surnom donné par les Allemands à Frédéric, le roi de Prusse. (NdT.)

Lettre à R. Molinier

3 août 1931

Cher camarade Ray,

Je vous rends la traduction corrigée par Parijanine. Je tiens la question de la Permanente comme définitivement réglée. Quant à *l'Histoire*, je demande encore un ou deux chapitres de mon choix, pour me prononcer (*sic*).

Le cde Frankel a dû vous aviser sur les questions financières et aussi sur l'impossibilité pour moi d'intervenir dans la question de la conférence nationale. Il y en en avait un peu trop de ces interventions de ma part jusqu'ici.

Le passage d'un hebdomadaire à un bi-mensuel ont toujours douloureux, mais, comme le montre l'exemple américain, il faut parfois reculer pour mieux sauter.

Lettre à L. Sedov

4 août 1931

Mon cher Ljova,

J'envoie le manuscrit de *La Révolution trahie*, revu et corrigé par moi.

Je n'ai pas encore pensé au titre. Tournent dans mon esprit des choses comme : " On ne peut changer le passé" ou "Comment ils ont trahi le passé". Ni l'une ni l'autre ne me satisfait. L'éditeur a raison cette fois il faut éviter dans le titre les mots de "révolution" et d'"histoire".

Mais on a encore du temps pour trouver un titre.

A propos, en complément au livre, j'aimerais publier la procès-verbal de la conférence de mars 1917, que j'inclus. Je ne pense pas que ça augmenterait trop le volume du livre. Mais si toi et l'éditeur veniez à la conclusion de ne pas imprimer ce procès-verbal en dernière analyse, je m'y ferais. Bien que je pense personnellement que cela augmenterait beaucoup d'attrait de ce livre en U.R.S.S.

Pour le moment, je n'envoie pas la préface; elle sera très brève, purement formelle.

En ce qui concerne les contrats avec Petropolis, la question est entièrement entre tes mains. Tu as reçu le texte des vieux contrats et tu es donc au courant.

Je n'ai aucune objection à sortir le deuxième volume sous la forme de deux tomes puisqu'il sera certainement plus gros que le premier. On peut envoyer le manuscrit directement d'ici à Petropolis pour être composé, mais bien entendu il faudra signer le contrat avant et que l'avance correspondante soit versée.

Les conditions qu'ils proposent pour *La Révolution trahie* sont inacceptables : aucun paiement si moins de 600 exemplaires vendus. Mais s'il en est vendu plus, paieront-ils le pourcentage seulement sur les exemplaires vendus après ou sur l'ensemble de l'édition ? Ce n'est pas clair pour moi. Je pense en outre que le contrat pour *La Révolution trahie* devrait aussi être étendu à *La Révolution permanente* (il ne faut pas oublier naturellement que j'ai accepté de leur donner le manuscrit pour rien, parce qu'ils pensaient que ce petit livre ne donnerait rien de façon générale).

Ton télégramme sur l'envoi du reportage pour le *Biulleten* et aussi les articles sur la crise, etc., est arrivé à temps et il y a été rapidement répondu par lettre.

A propos sur le *Biulleten* : il semble qu'il devrait y avoir dedans une note indiquant soit "tous droits réservés", soit "citation permise seulement avec indication précise de la source". Pfemfert sait probablement comment faire cela de la façon qu'il faut.

Tu écris : "Nous avons coupé dans l'envoi du *Biulleten* aux oppositionnels de Vienne", etc. Quels oppositionnels ? Etait-il envoyé jusqu'à présent ? Pourquoi a-t-on seulement coupé dedans et pas arrêté complètement - en dehors des exemplaires d'échange ?

On t'envoie la machine à écrire. Les caractères de l'ancienne machine est peut-être plus agréable à l'œil. Mais techniquement, la nouvelle est incomparablement meilleure.

Sur le chien. Les prix que tu indiques ne semblent monstrueux quoique je doive reconnaître que c'est bien ce à quoi je m'attendais. Le transport signifie une dépense supplémentaire. Comme cette affaire avec Senine n'est pas encore réglée il n'y a pas en général lieu de se précipiter si on le liquide pas tout de suite tout ce projet.

Je te ferai connaître le résultat. Si on achète un chien ici, alors la question de l'Allemagne tombera d'elle-même. Pour le moment tu ne peux qu'attendre une occasion qui soit un coup de chance; l'animal court vers le chasseur.

Bien entendu tu dois garder l'argent de la Pologne. S'il y a de nouveaux versements (Espagne, Petropolis), ne les envoie pas ici sans écrire d'avance.

Lettre à F. Pfemfert

4 août 1931

Cher camarade Pfemfert,

Je suis en train de lire le procès Ledebour, et le Vieux ne fait terriblement plaisir, Malgré les grandes divergences dans l'état d'esprit révolutionnaire, dans les méthodes, etc..., on sent tout de même dans les paroles du Vieux qu'il y a là un homme au plein sens du terme. Et comme il dépasse de cent coudées la social-démocratie traditionnelle ! Outre l'utilité politique, je prends vraiment un réel plaisir esthétique à la lecture du livre. Ci-joint copie de ma réponse à Salinger.

Sans titre

4 août 1931

Cher Maître,

Merci beaucoup pour votre bonne nouvelle concernant le rapport de l'expert. Souhaitons que cela s'avère efficace et que de la sorte nous aidions à trouver une issue positive dans cette affaire. J'attends maintenant avec un grand intérêt la copie de ce rapport si important.

Il va de soi que, si cela était utile à notre affaire, je serais tout disposé à ne présenter à tout moment devant le tribunal pour pouvoir y faire personnellement toutes les déclarations nécessaires.

Avec mes sincères remerciements et mes salutations respectueuses,

Votre dévoué

Lettre à L. Sedov

13 août 1931

Mon cher Ljova,

Il est vrai que je ne t'ai pas écrit depuis longtemps en partie parce qu'il n'y avait presque rien de toi pendant cette période, mais surtout parce qu'en général, j'ai beaucoup diminué ma correspondance; dans l'attente de mes hôtes, je voulais à tout prix terminer trois chapitres. Aussi la situation n'a-t-elle guère changé : ce n'est que maintenant que je vois plus clairement tout ce qui me reste à faire. C'est pour cette raison que je vais être distrait des autres questions dans les deux mois qui viennent.

Tu me demandes d'exprimer mon opinion sur la situation en Allemagne. La situation est si complexe et si sensible que je ne pourrais m'exprimer qu'après une enquête soigneuse. Pendant toute cette période, je n'ai absolument pas suivi la presse allemande, de sorte que mes impressions ne se sont pas accumulées jour après jour. Je n'ai pas lu le *Berliner Tageblatt* du tout pendant la dernière période. Je n'ai pas encore eu avec mes hôtes une conversations sur la situation allemande (nous attendons le troisième). En tout cas, je te demande de ne pas trop compter sur moi dans cette question pour les quelques semaines qui viennent. Je dois à tout prix terminer le livre ce qui, je l'espère, aura précisément pour l'Allemagne (comme pour l'Espagne) une importance directe courante. C'est précisément pour cette raison que je préfère ne pas me disperser mais faire un travail qui peut avoir une importance générale pour l'orientation. Après quoi je pourrai m'occuper de près de la question allemande.

Il n'y a pas eu de ma part de réaction directe au dernier *Bulleten* parce que l'unique exemplaire m'a glissé des mains pendant plusieurs jours et qu'ensuite je n'ai pas pu revenir sur cette question. Tout le monde a aimé ce numéro, y compris moi. Le reportage d'U.R.S.S. n'est naturellement pas riche en contenu concret mais on ne pouvait rien faire sur ce manque de matériel. Mais c'est bien dommage que le discours de Seipold n'ait pas été donné intégralement.

Selon ce qu'on voit et entend, il me semble que sur la question du plébiscite, le parti a subi une très sérieuse défaite. Pas une défaite qui l'affaiblisse pour des années, mais une défaite qui pourrait se transformer en crise interne aiguë et créer pour l'Opposition des conditions incomparablement plus favorables. Les conditions pour un retournement complet sur cette question sont trop frappantes, les résultats trop significatifs pour que le parti puisse passivement passer sur cette défaite. Mais un succès de l'Opposition implique bien entendu qu'on pénètre à tout prix le plus profondément possible dans le parti.

J'ai reçu de Leonhard une très longue étude de l'Opposition allemande. Grands remerciements pour elle. Cette étude est très utile. Je vais écrire particulièrement là-dessus.

Je suis d'accord qu'il n'y a pas de raison que l'Opposition se laisse entraîner par des tracts surtout sur des questions où on n'a nullement l'assurance d'avoir raison et où on peut se compromettre. Mieux vaut un minimum de démarches de masse (c'est à dire de larges appels au parti), mais dans lequel chacun de ces appels doit être fait avec insistance, à plusieurs reprises, afin de faire une certaine marque sur le parti pour qu'il s'en souvienne.

Je considère comme profondément ahurissant le fait que Frey continue à recevoir officiellement le Bulletin international malgré (??? - NdE). Il me semble que les Berlinoises doivent poser formellement la question au secrétariat.

En ce qui concerne le personnel du secrétariat, je t'en parlerai bien entendu ici au premier moment favorable.

Pour ta n° 42. Les journaux ne sont pas encore arrivés. Sur le chapitre de Markine sur l'Armée rouge, tout le nécessaire sera dit dans ma préface. Je vois que malheureusement cette préface devra être un peu plus ample que je n'en avais initialement l'intention.

13 août 1931

Cher camarade Friedmann,

Je ne pourrais évidemment que me réjouir que vous rédigiez une introduction à l'édition tchèque de la brochure sur l'Espagne. Mais il se trouve que l'affaire est entre les mains d'un camarade chargé de la traduction, et qu'il a peut-être déjà rédigé une préface. Mais je n'en sais absolument rien. Mais si vous vous mettiez d'accord avec le camarade en question, et qu'avec son consentement vous écriviez la préface, je répète que j'en serais fort satisfait.

Dans ce cas, j'aimerais bien voir cette préface avant la publication, car il s'agit dans cette brochure de la question qui est à nouveau devenue tant théoriquement que pratiquement, la plus importante de toute : la question de ce qu'on appelle la Révolution permanente.

Lettre à L. Sedov

17 août 1931

Mon cher Ljova,

Jan était supposé t'envoyer une déclaration qu'avec Roman il conseillait qu'on envoie au secrétariat international. La lettre de Roman montre qu'il a définitivement perdu son équilibre moral et se laisse aller à toutes sortes de dispersion. Mais, puisque cette question a été réglée pour longtemps, ce dont il s'agit maintenant, ce n'est pas de Rosmer, mais du secrétariat. Incontestablement, Mill est tombé sous l'influence de Feroci. J'ai peut-être commis l'erreur d'adoucir ma lettre à lui dans le temps. Depuis, il est encore plus confus. J'ai reçu il y a deux semaines une lettre de Feroci dans laquelle il me dit, bien qu'en passant, que Rosmer a entrepris de faire une traduction de l'espagnol pour le secrétariat et qu'il espère ainsi, lui, Feroci, remettre Rosmer dans le travail. Tout ça est trop cousu de fil blanc. Je n'ai pas répondu du tout à Feroci là-dessus : comment peut-il penser que Rosmer va revenir à travers... des traductions de l'espagnol. En fait, il s'agit naturellement non de naïveté mais d'une intrigue maladroite et impuissante. Il faut y mettre un terme. En ce moment, la question c'est la conduite du secrétariat. Mill soutient fermement Frank là-dessus, aussi Souzo n'ose-t-il pas s'opposer à eux. Il faut donc trancher nettement et rapidement la question sur Rosmer. Dans le cas contraire, on aura une longue affaire à tout lanterner, avec le risque d'une "nouvelle discussion". La question de Rosmer comprend les questions de Landau, *Mahnraf*, de la scission du groupe français, des bordiguistes, etc.,...et... Il n'y a aucune justification à répéter ce qui s'est passé chez nous. En conséquence il faut liquider la question sur Rosmer sur une base individuelle. Cela peut être fait si le secrétariat prend une position nette. Mill doit comprendre que là-dessus on n'acceptera pas d'ambiguïtés de sa part. Tu dois le lui expliquer nettement. J'ai coupé toute ma correspondance personnelle avec lui parce qu'il est absurde de correspondre avec quelqu'un qui se contorsionne sournoisement et se retourne dans des lettres privées. Tu devrais lui poser la question aussi sévèrement que possible, lui expliquer que j'ai arrêté de correspondre avec lui en privé et le mettre en garde en l'avertissant que je considère sa conduite dans la question de Rosmer comme l'ultime épreuve de son appartenance au groupe ou non, de son passage définitif dans le camp Souzo-Naville.

A propos, ne pas oublier : il y a aussi un grec au secrétariat. De toute évidence, il soutient Mill et Souzo, puisque personne ne fait attention à lui. Sur cette question, il faut prendre une position formelle précise dès le début : le grec ne vient pas avec un vote délibératif, mais un vote consultatif, puisqu'il a été invité par le secrétariat mais n'a pas été confirmé par les sections nationales. En outre, la section grecque également le considère comme son représentant temporaire. Cet élément formel a beaucoup d'importance pour le "rapport de forces" dans l'élargissement du secrétariat.

Mais revenons à la question de Rosmer. Roman penche pour la constitution d'une commission de contrôle devant laquelle Rosmer est supposé "prouver son intrigue". Je pense que ce serait bien trop doux et une décision trop longue à attendre. En outre il se poserait la question de la composition de la commission de contrôle. Avec le caractère minable de Mill, cette question pourrait être réglée de façon absurde. Formellement la question se pose ainsi : la Ligue a adopté une résolution unanime (après la paix-trêve de Prinkipo) que les reproches personnels doivent être présentés immédiatement à la commission de contrôle et que personne n'a le droit de faire circuler des intrigues personnelles en dehors des limites de cette commission. Cette règle a été enfreinte par Rosmer deux ou trois fois. Cette circonstance, jointe à son échec de fait à participer au travail le met hors de l'Opposition internationale. Je proposerais au secrétariat une résolution de ce genre :

"Le secrétariat note que Rosmer a quitté en fait l'Opposition internationale, ayant arrêté de d'y travailler depuis telle date. La seule participation de Rosmer aux affaires de la Gauche internationale consiste à faire systématiquement circuler des insinuations contre le camarade M(olinier). Prenant note que Rosmer n'a pas trouvé en lui-même le courage de présenter son accusation à la commission de contrôle sous une forme précise, malgré des suggestions répétées et une décision unanime de la Ligue sur cette question, le secrétariat passe à l'ordre du jour (et déclare close) la question Rosmer".

A mon avis, ce serait le mieux. Frank devrait faire cette proposition. Tu devrais la soutenir de toute ta force. S'il faut faire cela, il est impossible d'être tolérant avec Mill plus longtemps.

Quant aux contrats avec Petropolis, je te les renvoie sans les avoir lus : je n'ai absolument pas le temps et comme je m'en souviens, je t'ai déjà écrit que tu devais trancher sur place la question. A l'avenir, garde ça dans l'esprit, s'il te plaît. Dans les prochains deux mois, je ne veux être dérangé par rien.

La politique syndicale

20 août 1931

Chers camarades,

J'ai reçu vos thèses ainsi que votre Bulletin intérieur. Malgré toutes mes sympathies pour vos efforts (afin) de redresser la Ligue, il m'est absolument impossible pour l'instant d'intervenir dans votre discussion. Je dois mener au bout le deuxième tome de l'Histoire, que je considère comme une certaine contribution à la clarification de la situation en Espagne comme en Allemagne. Je crois d'ailleurs que la Ligue a assez chèrement payé ses fautes dans la politique syndicale pour pouvoir fermement repousser toute tentative de récidive. Mais, puisqu'il n'y a pas jusqu'à ce moment de contre-thèses, il faut supposer qu'il n'y en aura pas.

Je me réjouis beaucoup du fait du voyage du camarade R(aymond) M(olinier). Avec son énergie et son dévouement, il sera sans doute bien utile pour aider les amis là-bas.

Quant à la dernière lettre de Rosmer, je n'ai rien à y répondre. Je ne puis que constater avec regret que les tentatives faites ces deux dernières années pour le réintégrer sérieusement au mouvement révolutionnaire n'ont pas réussi. Rien à faire. On constate ce fait et on passe à l'ordre du jour.

Mes meilleurs saluts communistes.

Sur la question syndicale

20 août 1931

Cher camarade Collinet,

Je vous remercie pour votre intéressante information. La motion du congrès de l'enseignement concernant l'U.R.S.S. est sans doute bien sympathique, mais je dois bien avouer que je ne peux pas bien percevoir comment vous opposez cette motion à la citation de *La Vérité* : il est certain que la majorité fédérale n'a pas à se prononcer sur la question chinoise, les problèmes du parti communiste espagnol ou la question du plan quinquennal..

La motion de la Fédération de l'enseignement a un caractère purement démonstratif et, pour une bonne partie du congrès, purement platonique. Autant que je comprends, les monattistes et même les anarcho-syndicalistes purs ont voté pour cette motion. Croyez-vous que ces adversaires irréconciliables se soient prononcée pour la politique de l'Opposition de gauche ? Non, ils se sont couverts par une démonstration "sympathique" pour continuer leur lutte anti-communiste. Ce n'est pas un argument contre la motion elle-même. Mais c'est un argument contre la fausse interprétation de cette motion, et permettez-moi de vous le dire, aussi un argument contre l'attitude politique des camarades qui possèdent quelque inclination à des interprétations fausses de l'activité des communistes et des anticommunistes: trop hostiles aux premiers, trop bienveillants pour les seconds.

Au sujet du contrôle ouvrier de la production

Lettre aux camarades

20 août 1931.

En réponse à votre question, je veux esquisser ici quelques échanges de vues préliminaires, quelques considérations générales sur *le contrôle ouvrier de la production*.

La première question qui se pose est celle-ci : peut-on envisager le contrôle ouvrier de la production comme un régime stable, évidemment pas éternel, mais assez long ? Pour répondre à cette question, il faut définir plus clairement la nature de classe d'un tel régime. Les ouvriers ont le contrôle. Cela signifie que la propriété et le droit de commandement restent aux mains des capitalistes. Ainsi, ce régime a un caractère contradictoire se caractérisant à sa manière comme un interrègne économique.

Le contrôle est nécessaire aux ouvriers non dans un but platonique, mais pour influencer pratiquement la production et les opérations commerciales des entreprises. On ne peut y aboutir si le *contrôle* ne se transforme pas d'une façon ou d'une autre, dans telle ou telle limite, en une *gestion* directe. Ainsi, dans sa forme élargie, le contrôle ouvrier signifie une sorte de *dualité du pouvoir* à l'usine, dans les banques, dans les maisons de commerce, etc...

Pour être durable, résistante, « normale », la participation des ouvriers à la direction de la production devrait être basée sur la collaboration de classe et non sur la lutte de classes. Mais une telle collaboration de classe n'est possible qu'entre les sommets des syndicats et les organisations capitalistes. De telles expériences furent nombreuses : en Allemagne (la démocratie économique), en Angleterre (le mondisme), etc... Mais dans tous ces cas il s'agit non pas du contrôle ouvrier sur le capital, mais de la domestication de la bureaucratie ouvrière par le capital. Une telle domestication peut, comme le démontre l'expérience, durer assez longtemps : cela dépend de la patience du prolétariat.

Mais plus on est près de la production, de l'usine, de l'atelier, moins un tel régime est possible, car il s'agit là des intérêts immédiats et vitaux des ouvriers, et tout le processus se déroule sous les yeux mêmes des ouvriers. Le contrôle exercé par les comités d'usine n'est concevable que sur la base d'une lutte de classe, aigue, et non de la collaboration. Mais cela signifie qu'il y a dualité du pouvoir dans l'entreprise, dans le trust, dans toutes les branches de la production, dans toute l'économie.

Quel régime social correspond au contrôle ouvrier de la production ?

Il est clair que le pouvoir n'est pas encore aux mains du prolétariat : car dans ce cas nous aurions non pas le contrôle ouvrier sur la production, mais le contrôle de l'État ouvrier sur la production comme introduction au régime de la production étatique sur la base de la nationalisation. Nous ne parlons ici que du contrôle ouvrier sous le régime capitaliste et le pouvoir de la bourgeoisie. Or, la bourgeoisie, qui se sent bien en selle, ne permettra jamais la dualité du pouvoir dans ses entreprises. Le contrôle ouvrier n'est donc réalisable qu'à la condition d'un changement brutal du rapport des forces au désavantage de la bourgeoisie et de son État. Le contrôle ne peut être imposé que par force à la bourgeoisie par le prolétariat, qui est en voie de lui arracher le pouvoir, et par là même la propriété des moyens de production. Ainsi, le régime du contrôle ouvrier est provisoire, transitoire, par son essence même, et ne pouvant que correspondre à la période de l'ébranlement de l'État bourgeois, de l'offensive du prolétariat, de la retraite de la bourgeoisie : c'est-à-dire à la période de la révolution prolétarienne comprise dans le sens le plus large du mot.

Si le bourgeois n'est plus le patron, c'est-à-dire *n'est pas complètement* le maître, dans son usine, il s'en suit qu'il ne l'est pas non plus dans son État.

Cela signifie qu'au régime de la dualité du pouvoir dans les entreprises correspond le régime de la dualité de pouvoir dans l'État.

On ne doit pas cependant comprendre cette relation mécaniquement comme si la dualité du pouvoir à l'usine et dans l'État naissaient le même jour. Le régime de la dualité du pouvoir dans sa forme développée comme une des étapes possibles de la révolution prolétarienne dans chaque pays, peut se développer différemment dans chaque pays avec des éléments multiples et divers.

Ainsi, par exemple, dans certaines circonstances (une crise économique profonde, durable, une organisation solide des ouvriers dans les entreprises, une faiblesse relative du parti révolutionnaire, une force relative de l'État ayant en réserve un fascisme fort, etc.) le contrôle ouvrier de la production peut devancer considérablement la dualité du pouvoir politique dans le pays.

Dans les conditions que nous venons d'esquisser à grands traits, conditions particulièrement caractéristiques pour l'Allemagne, la dualité du pouvoir pour le pays peut prendre naissance précisément dans le contrôle ouvrier, comme une de ses sources principales. Il faut s'arrêter sur ce point, rien que pour rejeter le fétichisme de la forme soviétique que les épigones de l'I.C. ont mis en circulation. Selon l'opinion officielle qui a cours actuellement, la révolution prolétarienne ne peut s'accomplir uniquement qu'à l'aide de soviets, qui ne doivent être constituées que directement en vue de l'insurrection armée. Tout ce schéma ne vaut rien. Les soviets ne sont qu'une forme d'organisation et le problème se résout par le contenu de classe de la politique et non pas par sa forme. En Allemagne, il y eut les soviets d'Ebert-Scheidemann. En Russie, les soviets conciliateurs attaquaient en juillet 1917 les ouvriers et les soldats. Par suite de cela, Lénine pensait un moment que nous réaliserions l'insurrection armée non pas en nous appuyant sur les soviets, mais sur les conseils d'usine... Ce calcul se trouva rejeté par le cours des événements, car nous eûmes le temps en deux mois et demi avant l'insurrection de conquérir les soviets les plus importants. Mais ce seul exemple démontre combien nous étions peu enclins à considérer les soviets comme une panacée. En automne 1923, en opposant à Staline et aux autres la nécessité urgente de passer à l'offensive politique, je luttais en même temps contre la création, en Allemagne, de soviets, par ordre, parallèlement aux conseils d'usines qui en fait, commençaient à jouer le rôle de Soviets.

Beaucoup de faits laissent à penser qu'aussi dans l'actuel essor révolutionnaire, les conseils d'usines pourront, à un certain stade de leur développement, jouer en Allemagne le rôle de soviets et les remplacer. Sur quoi est-ce que je base cette supposition ? Sur l'analyse des conditions dans lesquelles prirent naissance en Février-Mars 1917 les Soviets en Russie et en novembre 1918 en Allemagne et en Autriche. Là comme ici, les principaux organisateurs des soviets se trouvaient être les mencheviks, les social-démocrates, contraints à cela par les conditions de la révolution « démocratique » durant la guerre. En Russie, les bolcheviks réussirent à enlever les soviets aux conciliateurs. En Allemagne cela n'a pas réussi, et c'est ce qui a déterminé la disparition des Soviets.

Actuellement, dans l'année 1931, le mot « soviét » sonne d'une façon toute différente qu'en 1917-1918. Aujourd'hui, il est synonyme de la dictature bolchevique, donc un épouvantail entre les mains de la social-démocratie.

En Allemagne, les social-démocrates ne reprendront non seulement pas pour la deuxième fois l'initiative de créer des soviets ni même de se joindre volontairement à une telle réalisation mais ils la contrecarreront par tous les moyens. Aux yeux de l'État bourgeois et particulièrement de sa garde fasciste, le fait que les communistes se mettront à créer des soviets équivaldra à une déclaration ouverte de guerre civile par le prolétariat et peut en conséquence occasionner un conflit décisif avant que le Parti communiste ne l'eut considéré utile lui-même.

Toutes ces considérations nous laissent à douter que l'on réussisse en Allemagne à créer des soviets englobant réellement la majorité des ouvriers, avant l'insurrection et la prise du pouvoir. Il est plus vraisemblable, à mon point de vue, que les soviets naîtront en Allemagne, le lendemain de la victoire, comme étant déjà des organes immédiats du pouvoir.

Le problème des conseils *d'usine* se pose tout autrement. Ils existent déjà maintenant. Ils sont créés par les communistes et par les social-démocrates. Dans une certaine mesure, les conseils d'usine réalisent l'unité de front de la classe ouvrière. Ils approfondiront et élargiront cette fonction dans la mesure de l'afflux révolutionnaire. Leur rôle grandira, de même que leur immixtion dans la vie de l'usine, de la ville, dans les branches d'industrie, dans les régions et enfin dans l'État. Les congrès provinciaux, régionaux et nationaux des conseils d'usines pourront servir de base à des organes qui en fait, joueront le rôle de soviets, comme organes de la dualité du pouvoir. Entraîner les ouvriers social-démocrates dans ce régime au moyen des conseils d'usine sera beaucoup plus facile que d'appeler les ouvriers à construire des Soviets à un jour fixe et à une heure dite.

Le centre des Conseils d'usine d'une ville donnée, peut pleinement jouer le rôle d'un soviét de la ville. On pouvait observer cela en Allemagne déjà en 1923. Elargissant leur fonction, se donnant des tâches de plus en plus hardies, créant leurs organismes nationaux, les conseils d'usine peuvent se transformer en soviets unissant étroitement les ouvriers social-démocrates, communistes, et servir de point d'appui pour l'insurrection. Après la victoire de tels conseils d'usine-soviets devront inévitablement se départager en conseils d'usine, au sens propre du mot, et en soviets, comme organismes de la dictature prolétarienne.

Nous ne voulons nullement dire par cela que la création des soviets soit, d'avance, totalement exclue en Allemagne, avant la révolution prolétarienne. On ne peut aucunement prévoir toutes les variantes imaginables du développement. Si la décomposition de l'État bourgeois précédait de beaucoup la révolution prolétarienne et que le fascisme se soit brisé et décomposé avant l'insurrection prolétarienne, alors des conditions seraient réalisées pour la création de soviets comme organes de lutte pour le pouvoir. Il est clair qu'en ce cas les communistes auraient, en son temps, étudié la situation et lancé le mot d'ordre des soviets. Cela serait la condition la plus favorable des conditions possibles pour l'insurrection prolétarienne. Si elle se présente il faut l'utiliser jusqu'au bout. Mais on ne peut absolument pas compter dessus à l'avance. Dans la mesure où les communistes sont contraints de compter avec un appareil étatique suffisamment fort de la bourgeoisie et avec l'armée de réserve du fascisme qui se cache derrière son dos, la voie à travers les conseils d'usine apparaît beaucoup plus vraisemblable que celle des soviets.

Les épigones ont d'une manière toute mécanique ancré l'idée que le contrôle ouvrier sur la production, de même que les soviets, ne sont réalisables que dans des conditions révolutionnaires. Si les stalinistes tentaient de faire de leur préjugé un système conséquent, ils raisonnaient sans doute de la manière suivante : le contrôle ouvrier comme une sorte de dualité de pouvoir économique n'est pas concevable sans dualité du pouvoir dans le pays, qui à son tour ne peut se présenter sans opposer des soviets au pouvoir bourgeois; en conséquence, diront les stalinistes, le mot d'ordre de contrôle sur la production ne peut être lancé qu'en même temps que le mot d'ordre des soviets.

Il est évident d'après ce qui vient d'être dit plus haut, qu'une telle construction est fautive, schématique, irréaliste. *Pratiquement*, elle se transforme en une sorte d'ultimatum, que le Parti pose aux ouvriers : Moi, Parti, je ne vous permets de lutter pour le contrôle ouvrier qu'à la condition que vous soyez d'accord pour construire des soviets. Mais, et cela est toute la question, ces processus ne doivent pas obligatoirement être parallèles et simultanés. Sous l'influence de la crise, du chômage et des combinaisons de rapines des capitalistes, la classe ouvrière peut, dans sa majorité, se trouver prête à combattre pour l'anéantissement des secrets commerciaux, et pour le contrôle des banques, du commerce et de la production avant qu'elle n'arrive à la conviction de la nécessité de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Engagé sur la voie du contrôle de la production, le prolétariat sera inévitablement poussé à la prise du pouvoir et des moyens de production. Les problèmes du crédit, des matières premières, du marché amènent sans retard la question du contrôle en dehors des limites des entreprises isolées. Dans un pays si hautement industrialisé que l'Allemagne, les seuls problèmes de l'exportation et de l'importation doivent immédiatement élever le contrôle ouvrier jusqu'aux tâches générales de l'État et opposer les organismes centraux du contrôle ouvrier aux organes officiels de l'État bourgeois. Les contradictions du régime inconciliables, par leur essence même, avec le contrôle ouvrier s'aiguïseront inévitablement avec l'élargissement de sa base et de ses tâches, et deviendront à bref délai insupportables. L'issue à ces contradictions peut être trouvée ou bien dans la prise du pouvoir par le prolétariat (Russie), ou bien dans la contre-révolution fasciste, instituant une dictature ouverte du capital (Italie).

En Allemagne, précisément, avec sa forte social-démocratie, la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production sera, selon toute vraisemblance la première étape du front unique révolutionnaire des ouvriers, précédant leur lutte ouverte pour le pouvoir.

Peut-on cependant lancer aujourd'hui même le mot-d'ordre du contrôle ouvrier ? La « maturité » de la situation révolutionnaire est-elle suffisante pour cela ? Il est difficile de répondre à cette question de loin. Il n'est pas de mesure qui permette de juger d'un seul coup et sans erreur le degré de la situation révolutionnaire. On est forcé de la mesurer dans l'action, dans la lutte, à l'aide d'instruments les plus variés... L'un de ces instruments et peut être l'un des plus importants dans la situation actuelle est justement le mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production.

L'importance de ce mot d'ordre réside avant tout, en ceci que sur sa base on peut réaliser le front unique des ouvriers communistes, social-démocrates, sans-partis, catholiques, etc...

L'attitude des ouvriers social-démocrates est d'une importance décisive. Le front unique des communistes et des social-démocrates c'est là précisément la condition politique fondamentale qui manque en Allemagne pour une situation révolutionnaire immédiate. La présence d'un fascisme solide est évidemment un obstacle sérieux à la victoire. Mais le fascisme ne peut conserver une force attractive que dans des conditions où les forces du prolétariat sont dispersées et faibles, ce qui prive ce

dernier de la possibilité de conduire le peuple allemand sur le chemin de la révolution victorieuse. Le front unique révolutionnaire de la classe ouvrière est déjà en soi un coup politique mortel porté au fascisme.

Voilà pourquoi, disons-le en passant, la politique de la direction du P.C. allemand dans la question du plébiscite a un caractère particulièrement criminel. L'ennemi le plus perfide n'aurait pu inventer un moyen plus sûr pour opposer les ouvriers social-démocrates au parti communiste et entraver le développement de la politique du front unique du prolétariat.

Il faut maintenant réparer cette erreur. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier peut beaucoup y contribuer. Mais il faut l'aborder d'une façon juste. Lancé sans aucune préparation sur un ordre bureaucratique, le mot d'ordre du contrôle ouvrier peut être non seulement un coup manqué, mais aussi compromettre encore plus le parti aux yeux de la masse et miner la confiance des ouvriers qui aujourd'hui votent pour lui. Avant de mettre en avant publiquement ce mot d'ordre de combat d'une importante responsabilité, il faut bien tâter la situation et préparer le terrain.

Il faut commencer par en bas, à l'usine, à l'atelier. Il faut vérifier et essayer les problèmes du contrôle ouvrier sur l'exemple de quelques entreprises industrielles bancaires et commerciales typiques. Il faut prendre pour point de départ des cas particulièrement probants de spéculation, de lock-out voilé, de diminution frauduleuse de profit ayant pour but une diminution de salaire, ou d'une augmentation frauduleuse du prix de revient ayant le même but, etc... Dans les entreprises qui sont victimes de machinations de cette sorte, il faut, par l'intermédiaire des ouvriers communistes, tâter le pouls de l'état d'esprit de la masse ouvrière retardataire, et avant tout des ouvriers social-démocrates. A savoir dans quelle mesure ils sont prêts à répondre à la revendication d'abolir le secret commercial, et à établir le contrôle ouvrier sur la production.

Il faut commencer par poser le problème sur son plan purement technique en se servant des exemples, particuliers les plus probants, mener une propagande opiniâtre, pour mesurer ainsi la force de résistance du conservatisme social-démocrate. C'est là un des moyens les meilleurs pour juger dans quelle mesure la situation révolutionnaire a « mûri ».

Ce tâtonnement préalable du terrain présuppose en même temps, de la part du Parti, un approfondissement de la question tant du point de vue théorique que du point de vue de la propagande. Le Parti doit instruire de façon sérieuse et pratique les ouvriers avancés et avant tout les membres des comités d'usine, les militants syndicaux en vue, etc.

Ce n'est que la marche de tout ce travail de préparation qui peut, dans la mesure de ses succès, indiquer à quel moment le parti peut d'une position purement propagandiste passer à une agitation ouverte et à des actions pratiques immédiates sous le mot d'ordre du contrôle ouvrier.

La politique de l'opposition de gauche dans cette question découle assez clairement, tout au moins dans ses traits fondamentaux, de ce qui a été dit plus haut. Il s'agit pour commencer, de la PROPAGANDE pour une juste compréhension principielle du problème et en même temps de L'ÉTUDE des conditions concrètes de lutte pour le contrôle ouvrier.

L'opposition doit, à l'échelle réduite et dans les limites modestes qui correspondent à ses forces, commencer ce travail de préparation qui est caractérisé plus haut, comme étant une des tâches immédiates du parti. En rapport avec ces tâches l'opposition doit chercher des liaisons avec les communistes militant dans les conseils d'usine et les syndicats, leur expliquer notre compréhension de la situation générale et apprendre par eux comment appliquer notre juste compréhension du développement de la révolution, aux conditions concrètes de l'usine et de l'atelier.

P. S. - Je voulais terminer sur ce point, mais il me vient à l'idée que les stalinien peuvent nous faire l'objection suivante : Vous êtes prêts « à retirer » pour l'Allemagne le mot d'ordre des soviets, mais cependant vous nous avez critiqué et accusé âprement parce que nous nous sommes refusés, en son temps, à lancer le mot d'ordre des soviets en Chine.

En réalité une telle « objection » n'est qu'un sophisme des plus bas, fondé sur le même fétichisme d'organisation, c'est-à-dire sur l'identification de la nature de classe avec la forme d'organisation. Si les stalinistes avaient déclaré en son temps, qu'en Chine il y a eu des raisons qui empêchaient l'instauration de la forme soviétique, et s'ils avaient proposé une autre forme d'organisation de l'unité de front révolutionnaire de la masse, plus adéquate aux conditions chinoises, nous aurions, bien entendu, prêté à cette proposition toute l'attention nécessaire. Mais on nous a proposé de remplacer les soviets par le Kuomintang, autrement dit d'asservir les ouvriers aux capitalistes. Il s'agissait dans notre discussion de la nature de classe de l'organisation, et nullement de sa « technique » organisationnelle. (Mais il faut ajouter à cela que précisément en Chine, il n'y avait aucun empêchement subjectif à la construction de Soviets, si on a en vue la conscience des masses, et non les alliés d'alors des stalinistes : Chang-Kai-Chek et Wan-Tin-Wei. Il n'y a aucune tradition social-démocrate et conservatrice chez les ouvriers chinois. L'enthousiasme pour l'Union Soviétique était vraiment sans partage. Même l'actuel mouvement paysan en Chine tend à prendre des formes soviétiques. La tendance des masses pour les soviets était d'autant plus forte en 1925-27.

Lettre à I. Montagu

22 août 1931

Cher camarade Montagu,

Grand merci pour tout ce que vous nous avez envoyé, et que nous avons bien reçu, y compris la correspondance à propos du visa. Veuillez transmettre mes remerciements à Miss Wilkine pour les documents parlementaires.

En ce moment, je suis entièrement absorbé par le second tome de l'"Histoire". Ce n'est que plus tard que je me mettrai au livre sur Messieurs les politiciens.

Les photographies promises doivent être fournies par mon fils à Berlin, mais jusqu'alors nous n'avons encore rien reçu. Je vais lui écrire à nouveau à ce propos.

Le projet de voyage en Scandinavie est encore incertain.

J'ai déjà exprimé dans la presse de l'Opposition mon opinion concernant le dernier tournant de Staline. Ci-joint le numéro correspondant de *La Vérité*. L'article paraîtra certainement aussi dans le "*Militant*". Je considère cette question comme exceptionnellement importante.

En ce qui concerne votre projet d'entrée dans le Parti, je le considère pour ma part comme tout à fait juste. J'espère également que la situation en Angleterre redonnera bientôt un peu de vie dans les rangs du communisme.

Pour l'instant, je ne suis pas en mesure d'écrire un article sur l'Inde. En ce moment, je suis trop absorbé par mon travail. J'y viendrai probablement plus tard.

Recevez à nouveau mes remerciements et mes cordiales salutations.

Lettre à A. Leonetti

23 août 1931

Cher camarade Souzo,

J'ai reçu votre lettre du 10 août avec les documents joints. Je me réjouis de faits qui démontrent que la N.O.I⁵ a pris une certaine physionomie dans le parti et je ne peux que saluer le plan du travail annoncé par vous. Je serais tout à fait heureux de pouvoir participer à ce travail.

Je ne puis pas me prononcer sur le conflit intérieur de votre organisation : ses raisons politiques comme personnelles m'échappent totalement. Mais puisque vous avez éliminé le c-de Blasco du travail dans votre organisation, je considérais cette question comme réglée.

Quant à la Ligue française, vous devez savoir que je suivais de près son évolution pendant deux années, je participais aux discussions, je connais personnellement presque tous les camarades, etc. Pendant ces expériences je m'ai formé une opinion sur les tendances sur les groupes et personnes. Cette opinion n'était pas la vôtre, cher camarade. Je ne vous fait aucun grief d'avoir appartenu et d'appartenir plus ou moins aujourd'hui à l'autre "camp" que moi dans la lutte intestine dans la Ligue française : c'est votre bon droit. Nous échangeâmes déjà quelques lettres là-dessus à son temps. La crise de la Ligue est la conséquence de la direction fautive Rosmer-Naville. C'est à peine que je trouverais des mots assez énergiques pour caractériser l'attitude actuelle de ces camarades. Or, en tant qu'il s'agit de la Ligue française, votre lettre me paraît une partie intégrale de la campagne menée par ces camarades. Vous devez reconnaître mon droit de condamner et de combattre cette campagne, qui a pour but de créer ces difficultés à la conférence de la Ligue.

Vous parlez de la composition du S.I. C'est juste que j'avais suggéré l'idée d'y introduire un c-de représentatif pour la N.O.I. Je n'ai nommé personne. C'est le c-de Naville qui avait posé votre candidature que le c-de Molinier a accepté de suite, qui m'a expliqué que puisque l'entente est réalisée, il ne voit pas de sa part aucun danger dans vos liens étroits avec Naville. Dans ces conditions, j'ai accepté avec joie votre candidature. Mais ce sont des circonstances secondaires.

C'était convenu qu'au commencement le Secrétariat va se baser moralement sinon pas formellement sur trois sections: française, italienne et russe. Depuis on a introduit le représentant provisoire de la section grecque avec la voix consultative. J'étais toujours partisan de l'élargissement du Secrétariat pour le faire plus dépendant de sections nationales., au moins les plus importantes, et moins dépendant de fluctuations personnelles. C'est une question qui devra être envisagée par toutes les sections nationales. Mais je ne comprends pas dans quel sens vous faites allusion à votre démission éventuelle du S.I. Ce serait une faute grave, tout à fait analogue à celle de Rosmer. A mon avis, le S.I. doit être très prudent envers les frictions personnelles dans les sections nationales. Sinon, il se heurterait contre les sections nationales et saperait son autorité toute fraîche et encore bien fragile.

⁵ Nouvelle Opposition Italienne, section de l'Opposition de Gauche internationale. La N.O.I. s'était nommée ainsi par opposition à la première vague d'opposition au sein du P.C.I., qui allait donner naissance au groupe *Prometeo* dirigé par A. Bordiga.

Contre le national-socialisme (les leçons du plébiscite "rouge") 25 août 1931

Quand ces lignes seront connues des lecteurs, elles auront peut-être vieilli dans certaines parties. Grâce aux efforts de l'appareil stalinien et avec l'appui amical de tous les gouvernements bourgeois, l'auteur de ces lignes est placé dans de telles conditions qu'il ne peut réagir sur les événements politiques autrement qu'avec un retard de quelques semaines. A cela, il faut encore ajouter que l'auteur est obligé de s'appuyer sur une information qui est loin d'être complète. Le lecteur doit en tenir compte. Mais il faut essayer de tirer, même d'une situation peu commode, quelques avantages. N'ayant pas la possibilité de réagir sur les événements au jour le jour, dans tout leur aspect concret, l'auteur est obligé de concentrer son attention sur les points fondamentaux et sur les questions cruciales. Là est la justification du présent travail.

Comment tout est mis sens dessus dessous

Les erreurs du P.C. allemand dans la question du plébiscite appartiennent à la catégorie de ces erreurs qui deviennent de plus en plus évidentes et qui entreront définitivement dans les manuels de la stratégie révolutionnaire comme des exemples de ce qu'on ne doit pas faire.

Dans l'attitude du Comité Central du P.C. allemand, tout est erroné : l'appréciation de la situation est fautive, le but immédiat est posé d'une manière fautive, les moyens choisis pour l'atteindre sont faux. Chemin faisant, la direction du Parti s'est ingéniée à renverser tous les "principes" qu'elle défendait durant ces dernières années.

Le 21 juillet, le C.C. s'est adressé au gouvernement prussien avec des revendications démocratiques et sociales, menaçant, en cas de refus, de prendre la défense du référendum. En mettant en avant ces revendications, la bureaucratie stalinienne s'est adressée effectivement au sommet du Parti social-démocrate avec des propositions, sous certaines conditions, de front unique contre le fascisme. Après que la social-démocratie eut rejeté ces conditions, les staliniens firent le front unique avec les fascistes contre la social-démocratie. La politique de front unique se fait donc non seulement " par en bas ", mais aussi " par en haut ". Il est donc permis à Thaelmann de s'adresser à Braun et à Severing par une " lettre ouverte " pour la défense commune de la démocratie et de la législation sociale contre les bandes de Hitler. Ainsi, ces gens, sans s'en apercevoir, démolissent toute leur métaphysique du front unique " rien que par en bas " à l'aide de l'expérience la plus inepte et la plus scandaleuse de front unique *rien que par en haut*, expérience inattendue pour les masses et contraire à la volonté des masses.

Si la social-démocratie ne représente qu'une variété de fascisme, comment peut-on présenter aux sociaux-fascistes une demande officielle de défense commune de la démocratie ? En empruntant le chemin du référendum, la bureaucratie du parti n'a posé aucune condition aux nationaux-socialistes. Pourquoi ? Si les sociaux-démocrates et les nationaux-socialistes ne représentent que des nuances du fascisme, pourquoi peut-on poser des conditions à la social-démocratie et ne peut-on pas les poser aux nationaux-socialistes ? C'est qu'il existe quelques différences importantes de *qualité* entre ces deux " variétés ", tant en ce qui concerne leur méthode de duper les masses ? Mais alors, n'appellez pas fascistes les uns et les autres, car les termes, en politique, servent à distinguer les choses et non à mettre tout dans le même sac.

Est-il cependant juste de dire que Thaelmann a conclu un front unique avec Hitler ? La bureaucratie communiste a donné au référendum de Thaelmann le nom de " rouge ", par opposition au plébiscite noir ou brun de Hitler. Il est évidemment hors de doute qu'il s'agit de deux partis ennemis irréductibles, et tous les mensonges de la social-démocratie n'arriveront pas à le faire oublier aux ouvriers. Mais le fait est là : dans une campagne déterminée, la bureaucratie stalinienne entraîna les ouvriers révolutionnaires dans un front unique avec les nationaux-socialistes contre la social-démocratie. Si, du moins, on avait pu sur le bulletin de vote marquer le nom du parti auquel appartient le votant, le référendum aurait eu cette justification (politiquement tout à fait insuffisante dans le cas donné) de permettre de compter ses forces et du même coup, de se différencier des forces du fascisme. Mais la " démocratie " bourgeoise n'a pas eu soin, à Weimar, d'assurer le droit aux partisans du référendum, de marquer le nom de leur parti. Tous les votants sont mêlés indistinctement dans la masse qui donne à une question déterminée la même réponse. *Dans les cadres de cette question*, le front unique avec les fascistes est en fait incontestable.

Ainsi, du jour au lendemain, tout fut renversé sens dessus dessous.

" Front unique ", mais avec qui ?

Quel était le but politique poursuivi par le tournant de la direction du P.C. ? Plus on lit les documents officiels et les discours des dirigeants, et moins on en comprend le sens. Le gouvernement de Prusse, nous dit-on, fraye le chemin au fascisme. C'est tout à fait exact. Le gouvernement du Reich de Brüning, ajoutent les chefs du P.C. allemand, ne fait en réalité que fasciser la république et il a déjà accompli dans ce domaine un grand travail. Tout à fait juste, répondons-nous à cela. Or, sans Braun en Prusse, Brüning ne peut pas se maintenir dans le Reich ! nous disent les staliniens. Cela aussi est juste, répondons-nous. Jusqu'à ce point, nous sommes entièrement d'accord. Mais quelles conclusions politiques faut-il en tirer ? Nous n'avons aucune raison de soutenir le gouvernement de Braun, de prendre une ombre de responsabilité pour lui devant les masses, ou d'affaiblir d'un iota notre lutte politique contre le gouvernement Brüning et son agence prussienne. Mais, nous avons d'autant moins de raisons d'aider les fascistes à remplacer le gouvernement Brüning-Braun. Car, si nous accusons à juste titre la social-démocratie d'avoir préparé le chemin au fascisme, notre tâche ne doit nullement consister à raccourcir ce chemin au fascisme.

La lettre du Comité central du Parti communiste allemand du 27 juillet adressée à toutes les cellules révèle d'une façon particulièrement cruelle l'inconsistance de la direction parce qu'elle est le produit d'un examen collectif de la question. L'essentiel de cette lettre, la confusion et les contradictions mises à part, se réduit à cette idée qu'en somme il n'y a aucune différence entre la social-démocratie et les fascistes, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune différence entre l'ennemi qui trompe les ouvriers et les trahit en exploitant leur longanimité, et l'ennemi qui veut tout simplement les égorger. Voyant toute l'ineptie d'une telle identification, les auteurs de la lettre-circulaire opèrent brusquement un tournant et présentent le référendum rouge comme " une application décisive de la politique du front unique par en bas (!) envers les ouvriers sociaux-démocrates, les ouvriers chrétiens et sans-parti ". Aucune

tête prolétarienne ne pourra jamais comprendre pourquoi la participation au plébiscite aux côtés des fascistes contre les sociaux-démocrates et le parti du centre doit être considéré comme une politique de front unique envers les ouvriers sociaux-démocrates et chrétiens. Il s'agit, de toute évidence, de ces ouvriers sociaux-démocrates qui, en se détachant de leur parti, ont pris part au référendum. Combien sont-ils ? Par politique de front unique on doit, en tout cas, comprendre une action commune, non pas avec les ouvriers qui ont quitté la social-démocratie, mais avec ceux qui restent dans ses rangs. Malheureusement, ils sont encore très nombreux.

La question des rapports de forces

La seule phrase dans le discours de Thaelmann, du 24 juillet, qui semble être une justification sérieuse du tournant, est la suivante : " Par l'utilisation des moyens légaux d'une action parlementaire de masse, le plébiscite rouge représente un pas en avant dans le sens d'une mobilisation extra-parlementaire des masses ". Si ces paroles ont un sens quelconque, cela veut dire : nous prenons comme point de départ de notre offensive révolutionnaire le vote parlementaire pour renverser par voie légale le gouvernement de la social-démocratie et des partis du juste milieu liés à elle, pour, ensuite, renverser par la pression révolutionnaire des masses le fascisme qui essaie de devenir l'héritier de la social-démocratie. En d'autres termes, le référendum prussien ne joue qu'un rôle de tremplin pour un saut révolutionnaire. Oui, en tant que tremplin, le plébiscite serait entièrement justifié. Le fait que les fascistes votent ou ne votent pas aux côtés des communistes aurait perdu toute signification à partir du moment où le prolétariat, par sa pression, renverserait les fascistes et prendrait entre ses mains le pouvoir. On peut utiliser comme tremplin n'importe quelle planche, y compris la planche du référendum. *Il faut seulement avoir la possibilité de faire effectivement le saut*, non pas en paroles, mais réellement. Le problème se réduit donc au rapport des forces. Sortir dans la rue avec le mot d'ordre : " A bas le gouvernement Brüning-Braun ! " quand, d'après le rapport des forces, ce gouvernement ne peut être remplacé que par un gouvernement Hitler-Hugenberg est de l'aventurisme pur. Le même mot d'ordre acquiert cependant un tout autre sens s'il devient une introduction à la lutte immédiate du prolétariat lui-même pour le pouvoir. Dans le premier cas, les communistes apparaîtraient aux yeux des masses comme des auxiliaires de la réaction ; dans le second, la question de savoir comment ont voté les fascistes avant d'être écrasés par le prolétariat perdrait toute signification politique.

Nous considérons donc la question de la collusion des votes avec les fascistes non pas du point de vue d'un principe abstrait quelconque, mais du point de vue de la lutte des classes réelles pour le pouvoir et du rapport des forces au stade donné de la lutte.

Consultons l'expérience russe

On peut considérer comme certain qu'au moment de l'insurrection prolétarienne, la différence entre la bureaucratie social-démocrate et les fascistes sera réduite au minimum, sinon à zéro. Pendant les journées d'Octobre, les mencheviks russes et les socialistes-révolutionnaires luttèrent contre le prolétariat la main dans la main avec les cadets (démocrates-constitutionnels), les Korniloviens, les monarchistes. Les bolcheviks sont sortis en octobre du pré-Parlement dans la rue pour appeler les masses à l'insurrection armée. Si un groupe quelconque de monarchistes avait quitté le pré-Parlement en même temps que les bolcheviks, cela n'aurait eu aucune signification politique parce que les monarchistes ont été renversés en même temps que les démocrates.

Cependant, le Parti est arrivé à l'insurrection d'Octobre en passant par une série de degrés. Pendant la démonstration d'avril 1917, une partie des bolcheviks lança le mot d'ordre " A bas le gouvernement provisoire ". Le Comité central rappela aussitôt à l'ordre les ultra-gauches. Nous devons, bien entendu, propager la nécessité de renverser le gouvernement provisoire mais nous ne pouvons pas encore appeler les masses dans la rue sur ce mot d'ordre, parce que nous sommes encore en minorité dans la classe ouvrière. Si, dans ces conditions, nous réussissions à renverser le gouvernement provisoire, nous ne pourrions pas le remplacer et, par conséquent, nous aiderions la contre-révolution. Il faut expliquer patiemment aux masses le caractère antipopulaire de ce gouvernement avant que sonne l'heure de son renversement. Telle fut la position du Parti.

Dans la période suivante, le mot d'ordre du Parti fut " A bas les ministres capitalistes ". C'était une pression sur les sociaux-démocrates pour rompre la coalition avec la bourgeoisie. En juillet, nous avons dirigé la démonstration des ouvriers et des soldats sous le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux Soviets ", ce qui signifiait à ce moment : tout le pouvoir aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, avec les gardes-blancs, nous ont écrasés.

Deux mois après, Kornilov s'est insurgé contre le gouvernement provisoire. Dans la lutte contre Kornilov, les bolcheviks ont aussitôt occupé les premières positions. Lénine se trouvait à ce moment dans l'illégalité. Des milliers de bolcheviks se trouvaient dans les prisons. Les ouvriers, les soldats et les marins exigeaient la libération de leurs chefs et des bolcheviks en général. Le gouvernement provisoire refusa. Le Comité central du Parti bolchevik ne devait-il pas s'adresser au gouvernement de Kerensky avec cet ultimatum : libérer immédiatement les bolcheviks et renoncer à les accuser ignoblement d'être au service des Hohenzollern – et, en cas de refus de la part de Kerensky, refuser de combattre Kornilov ? Ainsi agirait certainement le Comité central de Thaelmann-Remmele-Neumann. Mais ce n'est pas ainsi qu'a agi le Comité central des bolcheviks. Lénine écrivit alors :

" Il serait profondément erroné de croire que le prolétariat révolutionnaire est capable, pour ainsi dire, par " vengeance " contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui ont appuyé les persécutions contre les bolcheviks, les exécutions sur le front et le désarmement des ouvriers, de "refuser" de les appuyer dans la lutte contre la contre-révolution. Une telle façon de poser la question serait, premièrement, une tentative de vouloir attribuer au prolétariat les notions petites bourgeoises de morale (puisque pour l'utilité de la cause, le prolétariat soutiendra toujours non seulement la petite bourgeoisie oscillante, mais même la grande bourgeoisie) ; ce serait, deuxièmement – et c'est l'essentiel – une tentative petite-bourgeoise de voiler, à l'aide de la "morale", le fond de la chose ".

Si nous ne nous étions pas opposés en août à Kornilov et lui avons ainsi facilité la victoire, il aurait, avant tout, exterminé l'élite de la classe ouvrière et, par conséquent, il nous aurait empêché d'emporter la victoire deux mois après sur les conciliateurs et de les châtier – non pas verbalement, mais réellement – pour leurs forfaits historiques.

C'est précisément de la " morale petite bourgeoise " que font les Thaelmann et Cie, quand, pour justifier leurs propre tournant, ils commencent par énumérer les ignominies innombrables des chefs sociaux-démocrates !

Les feux éteints

Les analogies historiques ne sont que des analogies. Il ne peut pas y être question d'identité de conditions et de tâches. Mais, dans le langage conventionnel des analogies, nous pouvons demander : est-ce que, au moment du référendum, en Allemagne, se posait la question de la défense contre le danger Kornilov, ou était-on vraiment à la veille du renversement de tout le régime de la bourgeoisie par le prolétariat ? Cette question ne se résout ni par des principes abstraits ni par des formules polémiques, mais par le rapport des forces. Combien minutieusement et consciencieusement les bolcheviks avaient étudié, calculé et mesuré les rapports de forces à chaque étape donnée de la révolution ! La direction du P.C. allemand, a-t-elle essayé, en s'engageant dans la lutte, d'établir un bilan préliminaire des forces en lutte ? Nous ne trouvons ce bilan ni dans les articles, ni dans les discours. A l'instar de leur maître Staline, ses disciples berlinois conduisent la politique tous feux éteints.

Thaelmann a réduit ses considérations sur la question décisive des rapports de forces à deux ou trois phrases générales. " Nous ne vivons plus en 1923 – disait-il dans son rapport. Le Parti communiste est maintenant un parti qui entraîne des millions d'hommes, qui croît prodigieusement. " Et c'est tout ! Thaelmann n'a pas pu démontrer plus clairement combien la compréhension de la différence entre la situation de 1923 et celle de 1931 lui était étrangère ! A ce moment-là, la social-démocratie se décomposait par morceaux. Les ouvriers qui n'avaient pas encore pu quitter les rangs de la social-démocratie, tournaient les yeux avec espoir du côté du Parti communiste. A ce moment-là le fascisme représentait beaucoup plus un épouvantail dans le potager de la bourgeoisie qu'une réalité politique sérieuse. L'influence du Parti communiste sur les syndicats et sur les comités d'usines était en 1923 incomparablement plus importante que maintenant. Les comités d'usines remplissaient alors effectivement les fonctions des soviets. La bureaucratie sociale-démocrate perdait chaque jour du terrain dans les syndicats.

Le fait que la situation de 1923 n'a pas été utilisée par la direction opportuniste de l'Internationale Communiste et du P.C. allemand est toujours vivant dans la conscience des classes et des partis et dans les rapports entre eux. Le Parti communiste, dit Thaelmann, est un parti qui entraîne plusieurs millions d'hommes. Cela nous réjouit ; nous en sommes fiers. Mais nous n'oublions pas que la social-démocratie reste encore, elle aussi, un parti qui influence plusieurs millions d'hommes. Nous n'oublions pas que, grâce à la chaîne des erreurs effroyables des épigones, au cours des années 1923-1931, la social-démocratie d'aujourd'hui fait montre d'une plus grande résistance que la social-démocratie de 1923. Nous n'oublions pas que le fascisme d'aujourd'hui, qui s'est nourri et a grandi grâce aux trahisons de la social-démocratie et aux erreurs de la bureaucratie stalinienne, représente une entrave énorme sur la voie de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le Parti communiste est un parti qui influence des millions d'hommes. Mais, grâce à la stratégie antérieure de la " troisième période ", de la période de la bêtise bureaucratique concentrée, le Parti communiste est aujourd'hui encore très faible dans les syndicats et dans les conseils d'usines. On ne peut pas mener la lutte pour le pouvoir en ne s'appuyant que sur les voix du référendum. Il faut avoir un appui dans les usines et dans les ateliers, dans les syndicats et dans les conseils d'usines. Thaelmann oublie tout cela en remplaçant l'analyse de la situation par de fortes expressions.

Il n'y a que des hommes d'une autre planète qui puissent affirmer qu'en juillet-août 1931, le Parti communiste allemand était assez puissant pour pouvoir entrer dans une lutte ouverte avec la société bourgeoise représentée par ses deux ailes, la social-démocratie et le fascisme. La bureaucratie du Parti elle-même n'y croit pas. Si elle recourt à cette affirmation, c'est parce que le plébiscite a échoué et que, par conséquent, elle n'a pas eu à être soumise à un examen ultérieur. C'est dans cette irresponsabilité, dans cet aveuglement, dans cette recherche insensée des effets, que trouve toute son expression la moitié aventuriste de l'âme du centrisme stalinien !

" Révolution populaire " au lieu de révolution prolétarienne

Le zigzag, à première vue " inattendu ", du 21 juillet n'est nullement tombé comme un coup de foudre dans un ciel clair, mais il fut préparé par tout le cours de la dernière période. Que le Parti communiste allemand soit conduit par la volonté sincère et ardente de vaincre le fascisme, de lui arracher les masses, de renverser le fascisme et de l'écraser – il ne peut y avoir, bien entendu, aucun doute à cela. Mais le malheur est que la bureaucratie stalinienne tend de plus en plus à agir contre le fascisme en utilisant les armes de ce dernier : elle lui emprunte des couleurs sur sa palette politique et s'efforce de le dépasser à la criée aux enchères du patriotisme. Ce ne sont pas des méthodes et des principes d'une politique de classe, mais des procédés de concurrence petite bourgeoise.

Il est difficile de se figurer une capitulation de principe plus honteuse que celle de la bureaucratie stalinienne qui a remplacé le mot d'ordre de la révolution prolétarienne par le mot d'ordre de la révolution populaire. Aucune ruse, aucun jeu de citations, aucune falsification historique ne changeront le fait que le marxisme a été trahi dans ses principes pour atteindre une meilleure contrefaçon du charlatanisme fasciste. Je suis obligé de répéter ce que j'ai écrit à ce sujet, il y a quelques mois :

" Bien entendu, chaque grande révolution est une révolution populaire ou révolution nationale, en ce sens qu'elle rassemble autour de la classe révolutionnaire toutes les forces vives et créatrices de la nation et qu'elle reconstruit la nation autour d'un nouveau pivot. Mais cela n'est pas un mot d'ordre, c'est une description sociologique de la révolution qui demande des explications précises et concrètes. En tant que mot d'ordre, c'est une fanfaronnade et du charlatanisme, une concurrence de bazar aux fascistes, faite au prix d'une confusion qu'on sème dans la tête des ouvriers."

" Evolution étonnante des mots d'ordre de l'Internationale Communiste, surtout dans cette question. Après le troisième Congrès de l'Internationale Communiste, le mot d'ordre " classe contre classe " était devenu l'expression populaire de la politique du " front unique prolétarien ". Cela était très juste : tous les ouvriers doivent se rassembler contre la bourgeoisie. Ensuite, on l'a transformé en alliance avec les bureaucrates réformistes contre les ouvriers (expérience de la grève générale anglaise). Après on est passé à l'autre extrême aucun accord avec les réformistes, " classe contre classe ". Le même mot d'ordre qui devait servir au rapprochement des ouvriers sociaux-démocrates et des ouvriers communistes a commencé à signifier pendant la troisième période, la lutte contre les ouvriers sociaux-démocrates, en tant que classe adverse. Aujourd'hui, un nouveau tournant : la révolution populaire à la place de la révolution prolétarienne. Le fasciste Strasser dit : 95 % du peuple sont intéressés à la révolution, par conséquent, c'est une révolution populaire et non de classe. Thaelmann l'accompagne dans cette chanson. Mais en réalité l'ouvrier communiste devrait dire à l'ouvrier fasciste : évidemment 95 %, sinon 98 % du peuple sont exploités par le capital financier. Mais cette exploitation est organisée de façon hiérarchique : il y a des exploités. Il y a des sous-exploités, etc. C'est seulement grâce à cette hiérarchie que les super-exploités dominent la majorité de la nation. Pour que la nation puisse

effectivement se reconstruire autour d'un nouveau pivot de classe, elle doit se reconstruire idéologiquement, et ceci n'est réalisable que dans le cas où le prolétariat, sans se dissoudre dans le "peuple", dans la "nation", mais au contraire en développant "son" programme de la révolution "prolétarienne", obligera la petite bourgeoisie à choisir entre deux régimes. "

" Le mot d'ordre de la révolution populaire endort les petits bourgeois ainsi que les larges masses ouvrières, il les concilie avec la structure hiérarchique bourgeoise du "peuple", il ralentit leur libération. Dans les conditions actuelles de l'Allemagne, le mot d'ordre de la révolution "populaire" efface les frontières idéologiques entre le marxisme et le fascisme, il concilie une partie des ouvriers et de la petite bourgeoisie avec l'idéologie du fascisme en leur permettant de croire qu'il n'y a pas nécessité de faire le choix puisque, ici et là, il s'agit de la révolution populaire "6.

" Révolution populaire " comme moyen de " libération nationale "

Les idées ont leur logique. La révolution populaire est mise en avant comme un moyen auxiliaire pour la " libération nationale ". Une telle façon de poser la question a ouvert l'accès du Parti aux tendances chauvines. Il n'y a, bien entendu, rien de mauvais dans le fait que les patriotes désespérés du camp du chauvinisme petit bourgeois se rapprochent du parti du prolétariat : différents éléments rejoignent le communisme par différents chemins et sentiers. Il y a incontestablement des éléments sincères et honnêtes – à côté des arrivistes et des aventuriers manqués – dans les rangs des officiers gardes-blancs et cent-noirs qui, pendant les derniers mois, ont, semble-t-il, commencé à se tourner vers le communisme. Le Parti peut, bien entendu, utiliser aussi de telles métamorphoses individuelles comme moyen auxiliaire de décomposition du camp fasciste. Le crime de la bureaucratie stalinienne – oui, un véritable crime – consiste cependant dans le fait qu'elle se solidarise avec ces éléments, qu'elle identifie leurs voix à celle du Parti, qu'elle se refuse à dénoncer leurs tendances nationalistes et militaristes en faisant de la brochure profondément petite bourgeoise, réactionnaire-utopique et chauvine de Scheringer⁷ un nouvel évangile du prolétariat révolutionnaire. C'est de cette concurrence vulgaire avec le fascisme qu'est née la décision, à première vue inattendue, du 21 juillet : vous avez une révolution populaire, nous aussi nous en avons une ; chez vous la libération nationale est un critère suprême – chez nous, c'est la même chose ; vous proclamez la guerre au capitalisme occidental, nous promettons la même chose ; chez vous, Il y a plébiscite, nous aussi nous en ferons un et, mieux que ça un plébiscite tout " rouge ".

C'est un fait que l'ancien ouvrier révolutionnaire Thaelmann fait tous les efforts possibles pour ne pas être inférieur au comte Stenbock-Fermor. Le compte rendu de la réunion des militants du Parti où Thaelmann a inauguré le tournant vers le plébiscite, est publié dans la *Rote Fahne* sous le titre prétentieux " Sous le drapeau du marxisme ". Cependant, Thaelmann met au premier plan de ses conclusions cette pensée que " l'Allemagne est aujourd'hui un jouet entre les mains de l'Entente ". Il s'agit donc avant tout, de la " libération nationale ".

Or, dans un certain sens, la France, l'Italie et même l'Angleterre sont, elles aussi, des " jouets " entre les mains des Etats-Unis. La dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique, qui a reparu à nouveau au moment de la proposition Hoover (demain cette dépendance se révélera d'une façon encore plus aiguë et plus brutale), a une importance beaucoup plus profonde pour le développement de la révolution européenne que la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis de l'Entente. Voilà pourquoi – disons-le en passant – le mot d'ordre des Etats-Unis Soviétiques d'Europe, et non seulement le mot d'ordre isolé " à bas le traité de Versailles ", est une réponse prolétarienne aux convulsions du continent européen.

Mais ces questions sont, néanmoins, des questions de second plan. Notre politique n'est pas déterminée par le fait que l'Allemagne est un "jouet" entre les mains de l'Entente, mais avant tout par le fait que le prolétariat allemand divisé, affaibli et humilié, est un jouet entre les mains de la bourgeoisie allemande. " L'ennemi le plus dangereux est dans notre pays ! " enseignait jadis Karl Liebknecht. L'avez-vous oublié, chers amis ? Ou peut-être cet enseignement ne vaut-il plus rien ? Pour Thaelmann il a manifestement vieilli. Liebknecht est remplacé par Scheringer. Voilà pourquoi le titre " Sous le drapeau du marxisme " est une ironie amère.

Le centrisme bureaucratique, école de capitulations

Il y a quelques années, l'Opposition de gauche avertissait que la théorie " véritablement russe " du socialisme dans un seul pays amènerait inévitablement des tendances social-patriotiques dans les autres sections de l'Internationale Communiste. A l'époque, cela paraissait être une fantaisie, une invention perfide, une " calomnie ". Mais les idées ont non seulement leur logique, elles ont encore leur force explosive. Le P.C. allemand a glissé très vite, sous nos yeux, dans la sphère du social-patriotisme, c'est-à-dire de tendances et de mots d'ordre dont la haine mortelle inspira jadis la fondation de l'Internationale Communiste. Est-ce extraordinaire ? Non, c'est dans l'ordre des choses !

La méthode qui consiste à se travestir avec les habits de l'adversaire et de la classe ennemie – méthode profondément contraire à la théorie et à la psychologie du bolchevisme – découle d'une façon tout à fait organique de l'essence du centrisme, de son absence de principes, de son inconsistance, de son vide idéologique. Ainsi, la bureaucratie stalinienne appliqua pendant quelques années une politique thermidorienne pour faire perdre du terrain aux thermidoriens. Par crainte de l'Opposition de gauche, la bureaucratie stalinienne commença à faire par morceaux des contrefaçons de la plateforme de la gauche. Pour arracher les ouvriers anglais au pouvoir du trade-unionisme, les staliniens remplacèrent la politique marxiste par la politique trade-unioniste. Pour aider les ouvriers et les paysans chinois à trouver une voie indépendante, les staliniens les ont fait entrer dans le Kuomintang bourgeois. On peut continuer cette énumération sans fin. Dans les grandes questions aussi bien que dans les petites, nous voyons toujours le même esprit de travestissement, de contrefaçon continue des idées de l'adversaire, de tentative de se servir contre l'ennemi non pas de ses armes propres – qui manquent, hélas ! – mais de l'arme volée dans les arsenaux de l'adversaire.

Le régime actuel du parti agit dans le même sens. Nous avons dit et écrit plus d'une fois que l'autocratie de l'appareil affaiblit inévitablement l'avant-garde prolétarienne devant l'ennemi, en démoralisant les ouvriers avancés, en pliant et en brisant les caractères révolutionnaires. Celui qui baisse servilement la tête devant chaque oukase venu d'en haut est un militant révolutionnaire sans aucune valeur !

⁶ Cf. L. Trotsky : "La révolution espagnole au jour le jour ".

⁷ R. Scheringer : officier allemand qui passera du camp nazi au KPD, voyant en ce dernier l'instrument de la libération de l'Allemagne. Cet épisode sera l'occasion pour le KPD de lancer une campagne chauvine visant à concurrencer les nazis sur leur propre terrain.

Les bureaucrates centristes étaient des zinovievistes sous Zinoviev, des boukhariniens sous Boukharine, des staliniens et des molotovistes avec l'avènement de Staline et de Molotov. Ils ont baissé la tête même devant les Manouïlsky, les Kussinen et les Losovsky. Ils répétaient à chaque étape les paroles, les intonations et les grimaces du " chef " du jour, ils renonçaient aujourd'hui, selon le commandement reçu, à ce à quoi ils juraient fidélité hier et, ayant mis deux doigts dans la bouche, ils sifflaient le chef en retraite qu'hier ils portaient aux nues. Dans ce régime funeste, la virilité révolutionnaire se châtre, la conscience théorique se vide, et les échines s'assouplissent. Il n'y a que des bureaucrates passés par l'école zinovievo-stalinienne qui puissent avec une telle facilité remplacer la révolution prolétarienne par la révolution populaire et, après avoir traité les bolcheviks-léninistes de renégats, hisser sur leurs épaules des chauvins du type Scheringer.

Guerre révolutionnaire et pacifisme

Les Scheringer et les Stenbock-Fermor considèrent généreusement la cause du Parti communiste comme la continuation directe de la guerre des Hohenzollern. Les victimes de la tuerie impérialiste la plus lâche restent pour eux des héros tombés pour la liberté du peuple allemand. Ils veulent bien appeler guerre " révolutionnaire " la nouvelle guerre pour l'Alsace et la Lorraine et pour la Russie orientale. Ils sont prêts à accepter – en attendant, en paroles – "la révolution populaire ", si elle peut servir de moyen de mobilisation des ouvriers pour leur guerre " révolutionnaire ". Tout leur programme se trouve dans l'idée de la revanche ; s'ils s'aperçoivent demain qu'on peut atteindre ce but par d'autres moyens, ils n'hésiteront pas à tirer dans le dos des prolétaires révolutionnaires. Il faut dénoncer tout cela et non pas le cacher. Il faut éveiller la vigilance des ouvriers et non pas l'endormir. Or, comment agit le Parti ?

Dans la *Fanfare* communiste du 1er août, en pleine agitation pour le référendum rouge, on publie, à côté du portrait de Scheringer, un de ses messages apostoliques. Voici ce qui y est dit textuellement : " Quiconque s'oppose aujourd'hui à la révolution populaire, à la guerre révolutionnaire libératrice, trahit la cause des morts de la guerre mondiale qui ont donné leur vie pour une Allemagne libre". On ne croit pas ses yeux en lisant ces révélations dans la presse qui se dit communiste. Et tout cela est couvert du nom de Liebknecht et de Lénine. Quel long fouet aurait pris Lénine pour fouetter dans une polémique tin tel communisme ! Et il ne se contenterait pas d'articles polémiques. Il demanderait la convocation d'un Congrès extraordinaire international pour épurer impitoyablement les rangs de l'avant-garde prolétarienne de la gangrène du chauvinisme...

"Nous ne sommes pas des pacifistes ", répliquent fièrement nos Thaelmann, Remmele et autres. " Nous sommes par principe pour la guerre révolutionnaire. " Pour le démontrer, ils sont prêts à nous faire quelques citations de Marx et de Lénine que des "professeurs rouges" ignorants ont choisies, à Moscou, à leur intention. On peut croire vraiment que Marx et Lénine ont été des promoteurs de la guerre nationale et non de la révolution prolétarienne ! Comme si la notion de la guerre révolutionnaire chez Marx et Lénine avait quelque chose de commun avec l'idéologie nationaliste des officiers fascistes et des sous-officiers centristes. Avec une phrase à bon marché sur la guerre révolutionnaire, la bureaucratie stalinienne attire une dizaine d'aventuriers, mais elle repousse des centaines de milliers et des millions d'ouvriers sociaux-démocrates, chrétiens et sans-parti.

"Vous nous recommandez alors d'imiter le pacifisme social-démocrate ?", nous objectera un théoricien particulièrement profond du cours le plus récent. Non, nous ne sommes pas du tout disposés à *imiter* même les sentiments de la classe ouvrière, mais à en *tenir compte* – voilà ce qui est indispensable. Ce n'est qu'en appréciant justement les sentiments des larges masses prolétariennes qu'on peut les amener à la révolution. Mais la bureaucratie qui imite la phraséologie du nationalisme petit bourgeois ignore les véritables sentiments des ouvriers qui ne veulent pas la guerre, qui ne peuvent pas la vouloir et qui sont repoussés par la fanfaronnade guerrière de la nouvelle firme : Thaelmann, Scheringer, le comte Stenbock-Fermor, Heinz Neumann et Cie.

Le marxisme peut, bien entendu, envisager la possibilité d'une guerre révolutionnaire en cas de prise du pouvoir par le prolétariat. Mais de là à transformer une possibilité historique, qui peut nous être imposée par la marche des événements après la prise du pouvoir, en un mot d'ordre politique de combat avant la conquête du pouvoir, il y a une marge. La guerre révolutionnaire comme conséquence, imposée dans certaines conditions, de la victoire prolétarienne est une chose. La révolution " populaire " comme moyen de la guerre révolutionnaire, c'est une tout autre chose, c'est même une chose diamétralement opposée.

Bien que le gouvernement soviétique de Russie ait reconnu en principe la guerre révolutionnaire, il a signé, comme on le sait, le traité très dur de Brest-Litovsk. Pourquoi ? Parce que les paysans et les ouvriers, sauf une petite couche d'ouvriers avancés, ne voulaient pas la guerre. Les mêmes paysans et ouvriers défendirent ensuite héroïquement la révolution soviétique contre ses ennemis innombrables. Mais, quand nous avons essayé de transformer la guerre défensive, qui nous avait été imposée par Pilsudski, en une guerre offensive, nous avons subi une défaite, et cette erreur, née d'une mauvaise appréciation des forces, frappa très durement le développement de la révolution mondiale.

L'Armée rouge existe déjà depuis 14 ans. "Nous ne sommes pas des pacifistes." Mais pourquoi alors le gouvernement soviétique proclame-t-il à chaque occasion sa politique *de paix* ? Pourquoi propose-t-il le *désarmement* et conclut-il des pactes de *non agression* ? Pourquoi ne se sert-il pas de l'Armée Rouge comme d'un moyen de la révolution prolétarienne mondiale ? Il faut croire qu'il ne suffit pas d'être en principe pour la guerre révolutionnaire. Il faut encore, de plus, avoir la tête sur ses épaules. Il faut tenir compte des circonstances, du rapport des forces et des sentiments des masses.

Si cela est obligatoire pour un gouvernement ouvrier qui possède entre ses mains un puissant appareil de coercition, un parti révolutionnaire doit d'autant plus tenir compte attentivement des sentiments des ouvriers et des masses travailleuses en général, parce qu'il ne peut agir autrement que par la persuasion. La révolution n'est pas pour nous un moyen auxiliaire pour la guerre contre l'Occident, mais, au contraire, c'est un moyen pour éviter toutes les guerres, pour les rendre impossibles à jamais. Nous luttons contre la social-démocratie, non pas en raillant la volonté de paix qui est propre à tout travailleur, mais en démasquant son faux pacifisme, parce que la société capitaliste, que la social-démocratie essaie chaque jour de sauver, n'est pas concevable sans guerre. " La libération nationale " de l'Allemagne ne réside pas pour nous dans la guerre contre l'Occident, mais dans la révolution prolétarienne qui embrasserait et l'Europe centrale et l'Europe occidentale, et la lierait avec l'Europe orientale sous la forme d'Etats-Unis Soviétiques. Seule, une telle façon de poser la question peut grouper la classe ouvrière et en faire le centre d'attraction pour les masses petites bourgeoises désespérées. Pour que le prolétariat puisse dicter sa volonté à la société contemporaine, son Parti ne doit pas avoir honte d'être un parti prolétarien et de parler dans sa langue à lui : non pas dans la langue de la revanche, mais dans la langue de la révolution prolétarienne.

Comment devraient réfléchir les marxistes

Le référendum rouge n'est pas tombé du ciel ; il est né de la dégénérescence idéologique du Parti qui est très avancée. Mais il ne cesse pas pour cela d'être la plus honteuse aventure qu'on n'ait jamais vue. Le référendum n'est nullement devenu un point de départ pour la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Il est resté entièrement dans les cadres d'une manœuvre parlementaire auxiliaire. Le Parti s'est ingénié à s'infliger, à l'aide du référendum, une défaite combinée. En renforçant la social-démocratie et, par conséquent, le gouvernement Brüning, en couvrant la défaite des fascistes, en repoussant les ouvriers sociaux-démocrates et une partie considérable de ses propres électeurs, le Parti est devenu, au lendemain du référendum, considérablement plus faible qu'il ne l'était la veille. On ne pouvait pas rendre un meilleur service au capitalisme allemand et mondial.

La société capitaliste s'est trouvée, surtout en Allemagne pendant ces quinze dernières années plusieurs fois à la veille de son écroulement, mais elle s'est sauvée chaque fois de la catastrophe. Les seules prémisses économiques et sociales sont insuffisantes pour la révolution. Il faut encore des prémisses politiques, c'est-à-dire un rapport de forces tel que, s'il n'assure pas la victoire par avance – de telles situations n'existent pas dans l'histoire – il la rende possible et probable. Le calcul stratégique, l'audace, l'esprit de décision font ensuite du possible une réalité. Mais aucune stratégie ne peut transformer l'impossible en une possibilité.

Au lieu de faire des phrases générales sur l'aggravation de la crise et sur le " changement de la situation ", le Comité central devrait indiquer précisément quel est actuellement le rapport des forces dans le prolétariat allemand, dans les syndicats, dans les comités d'usines, quelles sont les liaisons du Parti avec les ouvriers agricoles, etc. Ces données permettraient une vérification précise et ne laisseraient rien dans l'ombre. Si Thaelmann avait le courage d'énumérer et de peser tous les éléments de la situation politique, il devrait arriver à cette conclusion : malgré la crise monstrueuse du système capitaliste et malgré la croissance importante du communisme pendant ces derniers temps, le Parti est encore trop faible pour vouloir forcer le dénouement révolutionnaire. Ce sont, au contraire, les fascistes qui tendent vers ce but. Tous les partis bourgeois, ainsi que la social-démocratie, sont prêts à l'y aider. Parce qu'ils craignent tous beaucoup plus les communistes que les fascistes. A l'aide du plébiscite prussien les nationaux-socialistes voulaient provoquer l'écroulement de l'équilibre étatique archi-instable, pour forcer les couches hésitantes de la bourgeoisie à les appuyer dans leur œuvre de destruction sanglante du prolétariat. Aider en cela les fascistes, serait de notre part une ineptie monstrueuse. Voilà pourquoi nous sommes contre le plébiscite fasciste. – Ainsi Thaelmann devrait-il conclure son rapport s'il avait conservé un reste de conscience marxiste.

Après cela on devrait ouvrir une discussion, la plus large et la plus ouverte possible, car messieurs les chefs, même aussi infaillibles que Heinz Neumann et Remmele, doivent écouter attentivement, à tous les tournants, la voix des masses. Il faut écouter non seulement les paroles officielles que dit parfois le communiste, mais encore les pensées beaucoup plus profondes qui se cachent derrière ces paroles. Il faut non pas commander les ouvriers, mais savoir s'instruire auprès d'eux.

Si on avait ouvert la discussion, l'un des participants aurait tenu à peu près ce langage : Thaelmann a raison quand il démontre que malgré les changements incontestables de la situation, nous ne devons pas, étant donné le rapport des forces, essayer de forcer le dénouement révolutionnaire. Mais c'est précisément pour cela que nos ennemis extrêmes les plus décidés poussent, comme on le voit, vers le dénouement révolutionnaire. Pourrions-nous dans ce cas gagner le temps nécessaire pour réaliser un changement préalable dans le rapport des forces, c'est-à-dire arracher le gros de la masse prolétarienne à l'influence de la social-démocratie et obliger ainsi les masses de la petite bourgeoisie à tourner la face vers le prolétariat et le dos au fascisme ?

C'est bien, si cela réussit. Mais, que se passera-t-il si les fascistes aboutissent quand même, contre notre volonté, au dénouement à brève échéance ? Alors la révolution prolétarienne subira-t-elle de nouveau une lourde défaite ?

A cela, Thaelmann, s'il était marxiste, répondrait à peu près comme suit : Il est évident que le choix du moment pour la lutte décisive dépend non seulement de nous, mais aussi de nos ennemis. Nous sommes tous d'accord que la tâche de *notre* stratégie actuellement doit consister à rendre difficile et non pas à faciliter à nos ennemis de forcer le dénouement. Si nos ennemis nous imposent la lutte quand même, nous l'accepterons, bien entendu, car il n'y a pas et il ne peut y avoir de défaite plus lourde, plus funeste, plus humiliante et plus démoralisante, que l'abandon sans combat de grandes positions historiques. Si ce sont les fascistes qui prennent l'initiative du dénouement – et cela au vu des masses populaires – ils pousseront, dans les conditions actuelles, de larges couches de travailleurs vers nous. Nous aurons dans ce cas, d'autant plus de chances de remporter la victoire que nous démontrerons aujourd'hui clairement aux milliers d'ouvriers que nous ne voulons nullement renverser le régime sans eux et contre eux. C'est pourquoi, nous devons dire ouvertement aux ouvriers sociaux-démocrates, chrétiens et sans-parti : les fascistes qui sont une petite minorité veulent renverser le gouvernement actuel pour s'emparer du pouvoir ; nous communistes, nous considérons le gouvernement actuel comme un ennemi du prolétariat ; mais ce gouvernement s'appuie sur *vo*tre confiance et sur vos voix ; nous voulons renverser ce gouvernement par une alliance avec vous et non par une alliance avec les fascistes contre vous. Si les fascistes essaient de faire une insurrection, nous, communistes, nous allons lutter contre eux jusqu'à la dernière goutte de sang – non pas pour défendre le gouvernement Braun-Brüning, mais pour préserver de l'étranglement et de la destruction l'élite du prolétariat, les organisations ouvrières, la presse ouvrière, non seulement les nôtres, les organisations communistes, mais aussi les vôtres, sociaux-démocrates. Nous sommes prêts à défendre avec vous n'importe quelle maison ouvrière, n'importe quelle imprimerie d'un journal ouvrier, contre les attaques des fascistes. Et nous vous demandons de vous engager à nous venir en aide au cas où nos organisations seraient menacées. Nous vous proposons le front unique de la classe ouvrière contre les fascistes. – Plus résolument et plus fermement nous appliquerons cette politique dans toutes les questions, et plus il sera difficile aux fascistes de nous prendre au dépourvu, et moins ils auront de chances de nous écraser dans une lutte ouverte.

Ainsi répondrait notre Thaelmann imaginaire.

Mais à cet endroit, un orateur profondément inspiré des hautes idées de Heinz Neumann, prend la parole. - Une telle politique, dira-t-il, ne donnera rien, quoi qu'on fasse. Les chefs sociaux-démocrates diront aux ouvriers : ne croyez pas les communistes, ils ne sont nullement soucieux de défendre les organisations ouvrières, mais ils veulent tout simplement s'emparer du pouvoir, ils nous considèrent comme des sociaux-fascistes et ne font aucune distinction entre nous et les nationalistes. Voilà pourquoi la politique que propose Thaelmann ne fera que nous ridiculiser aux yeux des ouvriers sociaux-démocrates.

A cela Thaelmann aurait dû répondre ainsi : traiter les sociaux-démocrates de fascistes, c'est évidemment une stupidité qui, à chaque moment critique, nous embrouille nous-mêmes et nous empêche de trouver la voie vers les ouvriers sociaux-démocrates. Renoncer à cette stupidité, c'est la meilleure des choses que nous puissions faire. Quant à l'accusation que, sous le camouflage de

la défense de la classe ouvrière et de ses organisations, nous ne cherchons qu'à nous emparer du pouvoir, nous dirons à ce sujet aux ouvriers sociaux-démocrates : oui, nous voulons conquérir le pouvoir, mais pour cela il est indispensable que nous ayons la majorité de la classe ouvrière. La tentative de nous emparer du pouvoir en nous appuyant sur une minorité, serait de l'aventurisme honteux avec lequel nous n'avons rien de commun. Nous ne pouvons pas obliger la majorité des ouvriers à nous suivre, nous ne pouvons que les persuader. Si les fascistes écrasent la classe ouvrière, il ne pourrait plus être question de la conquête du pouvoir par les communistes. Préserver la classe ouvrière et ses organisations contre les fascistes, signifie pour nous s'assurer une possibilité de convaincre la classe ouvrière et de l'amener vers nous. C'est pourquoi, nous ne pouvons arriver au pouvoir autrement qu'en défendant, les armes à la main s'il le faut, tous les éléments de la démocratie ouvrière dans l'Etat capitaliste.

A cela, Thaelmann pourrait encore ajouter : pour conquérir la confiance solide et inébranlable de la majorité des ouvriers, nous devons nous garder surtout de leur jeter de la poudre aux yeux, d'exagérer nos forces, de fermer les yeux sur les faits ou, pis encore, de les déformer. Il faut dire ce qui est. Nous n'arriverons pas à tromper nos ennemis : ils possèdent mille moyens de vérification. Mais en trompant les ouvriers, nous nous trompons nous-mêmes. En faisant semblant d'être plus forts, nous ne faisons que nous affaiblir. Il n'y a là, cher camarade, aucun "manque de confiance", aucun "pessimisme". Pouvons-nous être pessimistes, nous qui avons devant nous des possibilités gigantesques ? Nous avons un avenir immense. Le sort de l'Allemagne, le sort de l'Europe, le sort de tout l'univers dépend de nous. Or, c'est précisément celui qui croit fermement dans l'avenir révolutionnaire qui n'a besoin d'aucune illusion.

Le réalisme marxiste est la prémisse de l'optimisme révolutionnaire.

Ainsi aurait répondu Thaelmann s'il était marxiste. Malheureusement, il ne l'est pas.

Pourquoi le Parti s'est-il tu ?

Mais comment le Parti a-t-il pu se taire ? Le rapport de Thaelmann qui signifiait un tournant à 180 degrés dans la question du référendum a été adopté sans discussion. Telle a été la proposition venue d'en haut : et ce qui est proposé, est ordonné. Tous les comptes rendus de la *Rote Fahne* témoignent que, dans toutes les réunions du Parti, le référendum a été adopté "unanimentement". Cette unanimité est présentée comme un signe de force particulière du Parti. Où et quand y eut-il dans l'histoire du mouvement révolutionnaire un pareil "monolithisme" muet ? Les Thaelmann et les Remmele jurent par le bolchevisme. Mais toute l'histoire du bolchevisme est l'histoire de luttes intérieures intenses, dans lesquelles le Parti acquérait ses opinions et forgeait ses méthodes. Les chroniques de l'année 1917, la plus importante dans l'histoire du Parti, sont pleines de luttes intérieures intenses, comme l'est également la période des cinq premières années qui ont suivi la prise du pouvoir : et cela, sans scission, sans une seule exclusion importante pour des motifs politiques. Et cependant à la tête du Parti bolchevik se trouvaient des chefs d'une autre taille, d'une autre trempe et d'une autre autorité que Thaelmann, Remmele et Neumann. D'où vient donc ce "monolithisme" effrayant d'aujourd'hui, cette unanimité funeste qui transforme chaque tournant des chefs malencontreux en une loi absolue pour un Parti gigantesque ?

"Aucune discussion !" Parce que, comme l'explique la *Rote Fahne*, "dans une telle situation il faut des actes et non des discours". Hypocrisie répugnante ! Le Parti doit commettre des "actes" en renonçant à les examiner auparavant. Et de quel "acte" s'agit-il dans le cas donné ? Il s'agit de poser une petite croix dans une case d'un papier officiel, et l'addition de ces petites croix prolétariennes ne peut être faite, de sorte qu'il est même impossible de savoir si c'est une croix prolétarienne ou une croix gammée. Accepte sans hésitations, sans réflexions, sans objections, même sans inquiétude dans le regard, le nouveau saut de mouton des chefs désignés par la Providence, sinon tu es un renégat et un contre-révolutionnaire. Voilà l'ultimatum que la bureaucratie stalinienne internationale applique comme un revolver sur la tempe de chaque ouvrier avancé.

En apparence, il semble que la masse tolère ce régime et que tout marche à merveille. Mais non ! La masse n'est pas du tout de la terre glaise qu'on peut modeler comme on veut. Elle réagit à sa manière, lentement mais d'autant plus solidement, contre les erreurs et les stupidités de la direction. Elle s'opposait à sa manière à la "troisième période" en boycottant les journées rouges innombrables. Elle abandonne les syndicats unitaires en France lorsqu'elle ne peut pas s'opposer par la voie normale aux expérimentations de Lozovsky-Monmousseau. N'ayant pas accepté "l'idée" du référendum rouge, des centaines de milliers et des millions d'ouvriers ont évité d'y participer. C'est bien cela la rançon des crimes de la bureaucratie centrisme qui imite d'une façon indigne l'ennemi de classe mais qui, par contre, tient solidement à la gorge son propre Parti.

Staline a-t-il vraiment sanctionné par avance le nouveau zigzag ? Personne ne le sait, comme personne ne sait également les opinions de Staline sur la révolution espagnole. Staline se tait. Quand les chefs plus modestes, à commencer par Lénine, voulaient influencer la politique d'un parti frère, ils prononçaient des discours ou écrivaient des articles. C'étaient parce qu'ils avaient, eux, quelque chose à dire. Staline, lui, n'a rien à dire. Il ruse avec le processus historique de la même manière qu'il ruse avec les hommes. Il ne pense pas à aider le prolétariat allemand ou espagnol, à faire un pas en avant, mais il cherche à s'assurer pour lui-même un repli politique.

L'attitude de Staline dans les événements allemands de 1923 est un échantillon incomparable de sa duplicité dans les questions fondamentales de la révolution mondiale. Rappelons ce qu'il écrivit à Zinoviev et à Boukharine en août de la même année :

"Est-ce que les communistes doivent s'acheminer (dans le stade actuel) vers la prise du pouvoir sans la social-démocratie, sont-ils déjà mûrs pour cela ? Voilà, à mon avis, la question. Quand nous avons pris le pouvoir, nous avions en Russie des réserves telles que : a) la paix ; b) la terre aux paysans ; c) l'appui de la majorité énorme de la classe ouvrière ; d) la sympathie de la paysannerie. Les communistes allemands n'ont, aujourd'hui, rien de tout cela. Bien entendu, ils ont dans leur voisinage le pays des Soviets, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur donner en ce moment ? Si, aujourd'hui, le pouvoir en Allemagne s'écroule pour ainsi dire de lui-même, et si les communistes s'en saisissent, ils échoueront avec fracas. Cela – "dans le meilleur des cas". Et dans le pire des cas, ils seront réduits en miettes et rejetés en arrière. A mon avis, il faut retenir les Allemands et non pas les encourager".

Ainsi, Staline se trouvait à droite de Brandler qui, en août-septembre 1923, considérait, au contraire, qu'on pouvait conquérir le pouvoir en Allemagne sans peine, mais que les difficultés commenceraient au lendemain de la conquête du pouvoir. L'opinion officielle de l'Internationale Communiste consiste aujourd'hui à dire que les brandlériens ont laissé échapper en 1923 une situation particulièrement révolutionnaire. L'accusateur suprême des brandlériens, c'est... Staline. S'est-il cependant expliqué avec

l'Internationale Communiste au sujet de sa propre position en 1923 ? Non, il n'y a là aucune nécessité : il suffit d'interdire aux sections de l'Internationale Communiste de soulever cette question.

Staline essaiera, sans doute, de faire la même mise en scène dans la question du référendum. Thaelmann, même s'il l'osait (2), ne pourrait pas le confondre. Staline a poussé le Comité Central allemand par l'intermédiaire de ses agents, et lui-même s'est retiré prudemment en arrière. En cas de succès de la nouvelle politique, tous les Manouïlsky et tous les Remmele auraient déclaré que l'initiative en appartient à Staline. Et en cas d'échec, Staline a gardé toute la possibilité de trouver le coupable. C'est bien en cela que consiste la quintessence de sa stratégie. Dans ce domaine il est fort.

Que dit la " Pravda " ?

Mais que dit la *Pravda*, le premier journal du premier parti de l'Internationale Communiste ? La *Pravda* n'a pas donné un seul article sérieux ni fait une seule analyse sur la situation en Allemagne. Du grand discours programmatique de Thaelmann, elle ne cite pudiquement qu'une demi-douzaine de phrases sans consistance. Et que peut bien dire la *Pravda* d'aujourd'hui, la *Pravda* servile de la bureaucratie, cette *Pravda* sans tête, sans échine, embrouillée dans des contradictions ?

De quoi peut bien parler la *Pravda* quand Staline se tait ?

Le 24 juillet, la *Pravda* expliquait comme suit le tournant berlinois : " ne pas participer au référendum aurait signifié que les communistes sont pour le Landtag réactionnaire actuel ". Tout est réduit ici à un simple vote de méfiance. Mais pourquoi, dans ce cas, les communistes n'ont-ils pas pris l'initiative du référendum ; pourquoi ont-ils lutté pendant des mois contre cette initiative et pourquoi se sont-ils mis subitement à genoux devant elle le 21 juillet ? L'argument de la *Pravda* n'est qu'un argument à retardement du crétinisme parlementaire et rien de plus.

Le 11 août, après le référendum, la *Pravda* change d'argumentation : " Le sens de la participation au référendum consistait pour le Parti dans la *mobilisation extra-parlementaire des masses* ". Mais c'est précisément dans ce but, c'est-à-dire pour une mobilisation extra-parlementaire des masses qu'avait été désignée la journée du 1er août. Ne nous arrêtons pas aujourd'hui sur la critique des journées rouges du calendrier. Mais de toutes façons cette mobilisation des masses du 1er août s'est produite sur les mots d'ordre et sous la direction propres du Parti communiste. Pourquoi avait-on besoin d'une nouvelle mobilisation huit jours après, et cela dans des conditions où les mobilisés ne se voient pas les uns les autres, où personne ne peut les compter, où ni eux-mêmes, ni leurs amis, ni leurs ennemis, où personne ne peut les différencier de leurs ennemis mortels ?

Le lendemain, dans le numéro du 12 août la *Pravda* déclare ni plus ni moins que : " Les résultats du vote signifient... le plus grand coup que la classe ouvrière ait jamais porté à la social-démocratie ". Nous ne citerons pas les chiffres du référendum. Ils sont connus de tous (sauf des lecteurs de la *Pravda*), et ils frappent en plein visage la vantardise inepte et honteuse de la *Pravda*. Ces gens croient normal de mentir aux ouvriers et de leur jeter de la poudre aux yeux.

Le léninisme officiel est écrasé et piétiné sous le talon de la bureaucratie des épigones. Mais le léninisme non officiel est vivant. Que les fonctionnaires déchaînés ne croient pas qu'on leur passera tout impunément. Les idées scientifiquement fondées de la révolution prolétarienne sont plus fortes que l'appareil, que n'importe quelle caisse, que les répressions les plus cruelles. Par l'appareil, la caisse et la répression, nos ennemis de classe étaient incomparablement plus forts que la bureaucratie stalinienne actuelle. Et malgré cela, nous les avons vaincus sur le territoire de la Russie. Nous avons démontré qu'on peut les vaincre. Le prolétariat révolutionnaire les vaincra partout. Il lui faut pour cela une politique juste. Dans la lutte contre l'appareil stalinien, l'avant-garde prolétarienne conquerra son droit de mener la politique de Marx et de Lénine.

Le 25 août 1931.

Notes

(1)

(2) La question de savoir si Thaelmann s'est opposé effectivement au dernier tournant et n'a fait que se soumettre à Remmele et à Neumann qui ont trouvé un appui à Moscou, ne nous intéresse pas ici, comme étant une question purement personnelle et épisodique : il s'agit du système. Thaelmann n'a pas osé faire appel au Parti et porte par conséquent toute la responsabilité.

Lettre à L. Sedov

26 août 1931

Mon cher Ljova,

1. Je t'envoie deux études sur l'Allemagne. Elles sont avant tout dirigées contre le national-communisme. Les deux articles ont été écrits sur l'insistance de mes hôtes. Ils devraient sortir en Allemagne sous la forme de brochure. On peut en donner des extraits dans le n°3 de la *Permanente*, mais Well et Senine vont t'écrire à ce sujet. Au moment précis, tous les trois sont occupés à les traduire en allemand. Ils vont aussi t'écrire à ce sujet eux-mêmes.
2. Ainsi tu as le nouveau numéro du *Biulleten* russe. Il faut y ajouter le reportage d'U.R.S.S. Tu peux le faire toi-même sur la base du matériel que tu as déjà reçu. D'ici je ne donnerai pas une ligne de plus. Je te demande de bien te le garder en tête et de ne pas m'envoyer de télégramme : avec ces deux articles, j'ai perdu presque trois jours sinon plus et maintenant, j'ai la perspective d'un gros retard sur le livre qui menace directement. Je ne sais pas comment tu vas faire avec les finances du *Biulleten*. Mais j'espère que ça peut se régler d'une façon ou d'une autre.
3. Comment utiliser l'étude sur la ligue allemande ? Pour le moment, au cours des préliminaires, R(oman) et moi avons dit que sa publication comme brochure ne devrait pas être inférieure à 10 000 exemplaires, et à prix très bas. Dans le proche avenir, le mot d'ordre "Contre le National-Communisme" doit être le mot d'ordre central de l'Opposition de gauche⁸. Dans mon étude, je mets une citation, de *Fanfare* du 1^o août, extraite d'une lettre de Scheringer. Cette citation est un vrai cadeau à l'Opposition de gauche. Scheringer dit presque ouvertement non seulement qu'il veut la "révolution populaire" seulement comme un moyen de guerre, mais qu'une guerre révolutionnaire aussi est la poursuite de la cause sacrée qu'ont servie les victimes tombées pendant la grande guerre. La continuité de la cause Scheringer-Ludendorff est établie ici avec une précision notariale et en outre tout cela est fait dans les pages de la presse communiste. La citation de Scheringer doit être prochainement populaire. Après la sortie de ma brochure, il faudra faire de petits prospectus que les français appellent "papillons" avec la citation de Scheringer et quelques brefs commentaires. Ou bien tu écris toi-même le commentaire, ou bien tu prends directement une citation de ma brochure avec l'inclusion de la remarque de Scheringer. C'est une arme très sévère et importante. Le P.C. brise les réunions de l'Opposition, calomnie l'Opposition, etc. Mais contre ces "papillons"-là, l'appareil sera impuissant. Une campagne concentrée sur la question du national-communisme, capable de donner un puissant élan à l'Opposition de gauche. Nous avons sous les pieds un terrain inébranlable, puisque cette question est étroitement liée à la théorie du socialisme dans un seul pays etc. La question du contrôle ouvrier peut pour un certain temps être laissée au second plan, en désignant un groupe spécial pour travailler dessus. Je vais en parler avec plus de détail avec mes hôtes. Je te donne mes idées à titre préliminaire.
4. Je peux te dire quelque chose par l'intermédiaire des hôtes sur les matériaux que tu m'as envoyés. Ils sont de valeur au sens qu'ils renforcent beaucoup notre position, confirment nos jugements et ouvrent des possibilités sérieuses. Quant au voyage dont tu as parlé (en m'indiquant qu'il coûte 100 marks), je ne pense pas qu'il vaille la peine. Je connais cet individu comme indécis et passif. Il se pourrait qu'un accident arrive de ce fait. En ce cas il faudrait attendre une meilleure occasion "financière".
5. Il n'y a naturellement aucune nécessité de nous envoyer les épreuves de la Défigurée. A propos, quelle est la date limite pour la préface ?
6. Tu écris que Nin te boycotte. De façon générale, une chose de ce genre n'est pas du tout exclue. Mais cela peut aussi être exactement le contraire. Nin m'a écrit très souvent au cours des dernières semaines et chaque fois s'est plaint de ne pas recevoir de réponse de moi. Pourtant je lui ai écrit autant qu'il m'a écrit. A Madrid, mes lettres arrivent avec un grand retard. Il est possible que tout ça se réduise à la violence de la police espagnole...Essayer de vérifier sérieusement (renvoyer les reçus, etc.)
7. Sur Petropolis, tu écris qu'on perd encore du temps "puisque'il n'y a pas de manuscrit". Quel manuscrit ? Défigurée a été envoyé. Tous les chapitres déjà rédigés du second volume de l'Histoire l'ont été depuis longtemps. De quoi s'agit-il ? M(aria) I(lyichna) va t'écrire sur tout ça de façon plus détaillée.
8. Malgré le manque de temps, mes hôtes et moi discutons beaucoup et j'espère aboutir à un accord sur tout ce qui est essentiel.
9. Ma réponse à Souzo t'a été envoyée. Sur cette question précisément, Mill a semé la plus grande confusion.
10. Pour le *Biulleten*, tu peux naturellement utiliser les lettres pas encore publiées sur la question espagnole (hélas, je les ai négligées).
11. Pour en revenir à la question de la campagne contre le national-communisme. Avec la citation de Scheringer, la formule bien connue de Liebkecht que j'utilise, doit être soulignée: l'ennemi principal est dans notre propre pays. Il faut rappeler que Liebkecht a été assassiné par ceux qui cherchaient à continuer la grande cause de la guerre nationale. Scheringer est entre Liebkecht et ses assassins, non seulement à cause de tout son passé (il était entièrement avec les assassins), mais aussi à cause de son idéologie d'aujourd'hui.

⁸ En mars 1931, le lieutenant R. Scheringer, un ex-nazi, rendit publique son adhésion au parti communiste. Cette adhésion, effectuée sur des bases plus qu'équivoques, allait être utilisée par l'appareil stalinien pour accentuer un cours chauvin qui allait aboutir à une alliance de fait entre nazis et staliniens contre le parti socialistes. Ainsi le K.P.D. soutiendra-t-il l'offensive nazie pour obtenir la dissolution du landtag de Prusse dirigé par le S.P.D.

Lettre à L. Sedov

29 août 1931

Mon cher,

Naturellement tu es déjà au courant des nouvelles merveilles usinées par Mill. C'est en vain que j'ai autrefois retiré les accusations que j'avais portées contre lui : cela lui a de toute évidence inspiré de nouveaux exploits. J'ai peur que cette fois il soit difficile de le sauver. En tout cas, ce "sauvetage" ne peut être qu'un effet secondaire du sauvetage de la Ligue. Le document que vous avez tous signé à Berlin ne suffit plus maintenant. Ce qu'il faut, c'est une résolution ferme, énergique et même brutale de la part de la direction de Berlin contre la campagne d'intrigue dirigée pour soulever de nouveau les questions déjà réglées. La résolution doit comprendre une appréciation impitoyable, de la ligne politique de Rosmer, dans l'esprit de votre lettre collective. Je ne pense pas qu'il vaudrait la peine dans cette résolution de faire un point sur le comportement de Souzo ou Mill, voire de les mentionner. Il suffit de dire que devant les tâches internationales titanesques et les tentatives de la part de groupes et d'éléments qui ont déjà démontré leur nullité à freiner les activités de la Gauche internationale, il est essentiel d'élargir la base du secrétariat international en y incluant les représentants de l'opposition allemande et russe. Roman en est d'accord. Il doit évidemment être délégué. Il semble qu'il soit parti avec un bon état d'esprit. Mais naturellement c'est déjà une question qui relève de l'organisation allemande. En tout cas, ce serait bien si, pendant les 24 heures qui viennent, la direction exprimait son attitude sur la question et diffusait aux autres sections sa résolution pour informer leurs directions.

Quant au membre grec du secrétariat, il faut pour que sa position soit clarifiée plus précisément tout de suite, et *que tu prenne personnellement contact avec lui*. Il y a eu des rumeurs selon lesquelles il serait influencé par Souzo et Mill, mais sur la question de Rosmer, il a voté avec Frank. Etudie, s'il te plait la question de savoir s'il est souhaitable pour lui qu'il soit maintenu dans le secrétariat. Dans une lettre, j'ai parlé de lui comme d'un membre avec voix consultative. Il s'avère maintenant que le secrétariat lui a donné voix délibérative. Dans le dos de sa section ! Ces gens sont insupportables : ils n'obéissent à aucune règle. J'ai peur que les grecs puissent comprendre mon indication de voix consultative comme une hostilité personnelle à son égard. C'est évidemment absurde : Frank peut lui expliquer la situation. D'un côté, Mill m'a écrit que ce camarade ne jouait que temporairement le rôle de représentant de la section grecque. D'un autre côté, le secrétariat, autant que je sache, n'a pas mené d'enquête. Maintenant, cependant, il faut résoudre la question au fond : s'il est juste que le grec reste comme sixième membre, et aussi avec voix consultative ou délibérative.

N'oublie pas d'envoyer votre résolution à Lacroix en Espagne. En général, il te faut maintenir une bonne liaison avec lui.

Lettre à L. Sedov

31 août 1931

Mon cher Ljova,

Je t'envoie une copie de ma lettre à Well. Lui et Senine ont une idée très solide de la question Mill, comme tu pouvais pourtant le voir dans la lettre de Senine au groupe européen.

Nous n'éviterons pas de telles querelles tant que *nous ne réunirons pas fermement notre propre groupe*, qui aura un sentiment de responsabilité et qui réagira impitoyablement à toutes ces cabrioles. Et quelle est la voie pour y parvenir ? Tous nos cadres doivent se dédier à ce qui est fait dans l'Opposition. Rien n'est plus absurde que de dissimuler ou de présenter de façon favorable la situation générale ou des individus. Chaque oppositionnel, avec notre groupe central, devra traverser toutes les étapes, aller droit contre les difficultés et apprendre comment les surmonter. D'où le caractère essentiel d'un flot permanent et ininterrompu d'information à tout un chacun sur tous les épisodes plus ou moins sérieux. Maintenant, il faut concentrer le feu sur Rosmer. Mill tombera par ricochet. Auparavant, j'avais proposé qu'on le garde au secrétariat comme cinquième membre. Maintenant, j'ai un doute sérieux là-dessus, au moins pour l'avenir immédiat : sa position serait trop fausse. Dans cette situation, il me semble qu'il sera obligé de démissionner. Je pense qu'il faudra accepter cette démission même s'il serait difficile, à ce moment précis de trouver quelqu'un pour le travail pratique. Il ne faudra pas accepter la démission de Souzo parce qu'il est soutenu par un groupe national. Mais Mill ne représente que sa propre absence de colonne vertébrale.

Dis s'il te plait à Pfemfert que jusqu'à maintenant je n'ai pas reçu un seul chèque d'Espagne. On en aurait pourtant bien besoin car les rapports avec Boni se sont terriblement embrouillés, et il semble sur le bord de la faillite. Je ne doute pas que nous parviendrons à sauver l'honoraire, puisque le manuscrit est encore entre nos mains, mais la question peut traîner ce qui est pour un temps une menace de difficultés.

Je vois d'après les lettres de Pfemfert que, faute d'argent, ni lui ni elle ne vont pouvoir aller faire une cure. J'aimerais beaucoup lui manifester ma sympathie. Mais en ce moment c'est tout à fait infaisable. Si tu en as l'occasion, dis-lui que par lettre je t'ai exprimé un grand regret là-dessus.

Où en sont les comptes avec Petropolis ? Ce mois-ci, ils sont supposés faire les comptes pour les derniers six mois.

J'espère que tu as maintenant reçu tous les manuscrits, toutes les lettres, de sorte que le travail sur le *Bulleten* et sur la brochure allemande est déjà en train.